



StreamWIDE

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
30 juin 2012

SOMMAIRE

I. Attestation du responsable.....	3
II. Rapport d'activité semestriel.....	4
1. Evénements importants survenus au premier semestre 2012	
2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2012	
3. Informations juridiques	
4. Autres informations	
III. Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2012.....	24
- Comptes de résultat consolidé au 30 juin 2012, 30 juin 2011 et 31 décembre 2011	
- Etats de la situation financière consolidée au 30 juin 2012 et 31 décembre 2011	
- Etats du résultat global aux 30 juin 2012, 31 décembre 2011 et 30 juin 2011	
- Variations des capitaux propres aux 30 juin 2012, 31 décembre 2011 et 30 juin 2011	
- Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2012, 31 décembre 2011 et 30 juin 2011	
1. Informations sur la Société et le Groupe	
2. Evénements significatifs de la période	
3. Présentation et base de préparation des états financiers	
4. Principes, règles et méthodes comptables	
5. Recours à des estimations	
6. Périmètre de consolidation	
7. Notes sur le compte de résultat consolidé	
8. Notes sur l'état de la situation financière	
9. Autres informations	

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 267.408,50 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés du premier semestre 2012 figurant au chapitre III. du présent rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe StreamWIDE, et que le rapport semestriel d'activité figurant au chapitre II. du présent rapport financier semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour le second semestre de l'exercice 2012.

Fait à Paris, le 21 septembre 2012

Pascal BEGLIN
Président Directeur Général

STREAMWIDE
Société anonyme au capital de 267.408,50 Euros
Siège social : 84, rue d'Hauteville 75010 PARIS

434 188 660 RCS PARIS

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

30 JUIN 2012

Lors de sa réunion en date du 21 septembre 2012, le conseil d'administration a arrêté les comptes semestriels de StreamWIDE SA ("la Société"), de ses filiales et les comptes consolidés du groupe StreamWIDE ("le Groupe"), arrêtés au 30 juin 2012. Les comptes qui vous sont présentés ont été établis dans le respect des dispositions du plan comptable et des règles comptables applicables en France, et en observant les principes de prudence et de sincérité.

1. Evénements importants survenus au premier semestre 2012

1.1 Evénements importants survenus au sein du Groupe

Progression du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe augmente de 0,2 M€ au premier semestre 2012. Ce dernier est marqué par une diminution des ventes de licences, suite à des retards opérationnels de mise en production de certaines plateformes significatives, constatés chez certains clients au 30 juin 2012, et indépendants du Groupe. Cette diminution est plus que compensée par la progression des revenus de maintenance et de ventes tierces, ces dernières générant une marge moindre que les revenus de licences.

Diminution conjoncturelle des revenus chinois

Après une fin d'année 2011 marquée par de nombreuses commandes, le Groupe fait face à un ralentissement conjoncturel des commandes début 2012. Les volumes traités sur les bases installées et leur progression permettent de limiter, en partie, cette baisse conjoncturelle. Les efforts commerciaux entrepris en zone APAC depuis le début 2012 devraient permettre, à terme, de compenser cette baisse des commandes.

Forte dynamique commerciale aux USA

La filiale américaine du Groupe, StreamWIDE Inc. poursuit ses bonnes performances commerciales et financières. Après deux exercices à l'équilibre, la filiale devrait dégager des résultats opérationnels et nets fortement positifs en 2012. Elle bénéficie d'une dynamique commerciale importante, dont les premiers effets se situent au niveau du continent sud américain. Un important contrat a été signé en juillet 2012, impactant très favorablement le second semestre de l'exercice 2012.

Succès commerciaux significatifs dans la zone EMEA (Moyen orient, Afrique)

La présence et la visibilité du Groupe se sont fortement renforcées depuis plusieurs mois. Le premier semestre 2012 est marqué par l'acquisition de 4 nouveaux clients significatifs sur cette zone. Par ailleurs, il existe une diversité importante des produits et des solutions vendues par le Groupe dans cette zone, ce qui est un atout important pour les prochains mois.

Distribution de dividendes et emprunt bancaire moyen terme

L'Assemblée Générale du 22 juin 2012 a approuvé une distribution de dividende à hauteur de 0,20 € par action (soit un montant global de 0,5 M€ versé en juillet 2012) contre 0,19 € l'année précédente.

Par ailleurs, le Groupe a contracté un emprunt bancaire de 0,9 M€ fin février 2012, dès que les retards opérationnels chez certains clients importants ont été anticipés. Cet emprunt, d'une durée de 5 ans, a été contracté avec la banque HSBC, partenaire historique du Groupe, au taux de 3,5 % fixe annuel. Des conditions favorables de remboursement anticipé ont également été négociées avec la banque.

1.2 Evolution de l'activité du Groupe au premier semestre 2012

Evolution des revenus

Le chiffre d'affaires du Groupe augmente de 0,2 M€ au premier semestre 2012, après prise en compte des ventes tierces qui représentent près de 17% des revenus semestriels. Ces ventes tierces sont composées à hauteur de 0,9 M€ de licences tierces revendues dans le cadre d'un projet important de migration de plateformes de messagerie vocale pour un client français.

Le premier semestre 2012 est également marqué par une diminution des ventes de licences suite à des effets de cut off défavorables au 30 juin 2012, ce qui ne remet donc nullement en cause la bonne dynamique commerciale du Groupe. En effet, des commandes très importantes, prises fin juin 2012 par Streamwide Inc, filiale américaine du Groupe, n'ont pas pu encore être reconnues. Elles le seront sur le second semestre de l'exercice et devraient permettre de compenser le retard constaté au 30 juin de l'exercice.

Les perspectives de revenus au second semestre de l'exercice, notamment dans la zone américaine, devraient permettre au Groupe de compenser le retard constatés au 30 juin 2012 sur le chiffre d'affaires licences. Les retards pris par certains clients dans la mise en production de leurs systèmes ayant été comblés en partie durant l'été, les revenus annuels du Groupe devraient être en progression marquée.

Evolution des résultats

La baisse ponctuelle du chiffre d'affaires licences explique les résultats semestriels en repli, mais peu représentatifs de l'ensemble de l'exercice. C'est le premier exercice du Groupe où des effets de décalages calendaires sont aussi significatifs entre les deux semestres.

Au 30 juin 2012, le résultat opérationnel courant est de 47 K€ contre 1.261 K€ au 30 juin 2011 et le résultat net ressort positif à 7 K€ contre 612 K€ un an auparavant.

Les principales variations sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires progresse de 0,2 M€ sur la période ;
- Les charges opérationnelles courantes augmentent de 1,4 M€ sur la période (+0,4 M€ d'achats tiers, +0,5 M€ de charges de personnel et +0,3 M€ d'amortissements nets sur les frais de recherche activés) et ressortent à 5,5 M€ ;
- *Le résultat opérationnel courant diminue donc de 1,2 M€ par rapport au 30 juin 2011;*
- Des charges non récurrentes (coûts salariaux spécifiques liés à certains départs, honoraires juridiques liés à ces procédures et honoraires liés à l'opération d'apport partiel d'actifs) ont été constatées pour 0,2 M€ ;
- Le résultat financier progresse de 0,3 M€ suite aux évolutions positives des parités \$/€ sur la période ;
- Le résultat fiscal ressort positif à 0,1 M€ contre une charge nette de 0,5 M€ au 30 juin 2011, suite aux activations de reports déficitaires américains et français au 30 juin 2012;
- *Le résultat net ressort donc positif à 7 K€ contre 612 K€ au 30 juin 2011.*

2. Activité et situation du Groupe au 30 juin 2012

2.1 Présentation des comptes consolidés

L'activité du Groupe au premier semestre 2012 se caractérise par un chiffre d'affaires (CA) en progression de 4%, un résultat opérationnel courant en diminution de 1,2 M€ et un résultat net en diminution de 0,6 M€ après prise en compte des impacts financiers et fiscaux.

- *le CA est de 5,5 M€, en progression de 4% par rapport au premier semestre 2011;*
- *le résultat opérationnel courant est positif à 47 K€ (contre 1.261 K€ au 30 juin 2011) et le résultat net ressort à 7 K€ (contre 612 K€ au 30 juin 2011).*

Ces résultats ne sont que peu représentatifs des attentes du Groupe pour l'ensemble de l'exercice 2012. La situation semestrielle ne reflète pas les bonnes performances commerciales réalisées par le Groupe au cours de la période, car des retards opérationnels ont été constatés chez certains opérateurs, décalant d'autant les revenus du Groupe. Ces retards devraient être comblés au second semestre et un rebond important des revenus et des résultats est donc à attendre.

Les principales données consolidées au titre du premier semestre 2012 sont les suivantes :

en K€	30-juin-12	30-juin-11	2011	Variation (K€)
Chiffre d'Affaires Licences	2 472	3 160	7 274	-688
Chiffre d'Affaires Maintenance	1 321	1 138	2 351	183
Chiffre d'Affaires Services	749	655	1 039	94
Chiffre d'Affaires Ventes tierces	964	349	796	615
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	5 506	5 302	11 460	204
Achats et variation de stocks	-654	-255	-747	-399
Charges externes	-1 526	-1 366	-2 795	-160
Charges de personnel	-2 515	-2 018	-4 130	-497
Autres charges et produits	-764	-402	-1 031	-362
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	47	1 261	2 757	-1 214
Autres charges opérationnelles	-234		-218	-234
Charges / Produits financiers	136	-178	114	314
Charges d'impôts	58	-471	-819	529
RESULTAT NET	7	612	1 834	-605

La baisse ponctuelle du chiffre d'affaires licences explique les résultats semestriels en repli, mais peu représentatifs de l'ensemble de l'exercice. C'est le premier exercice du Groupe où des effets de décalages calendaires sont aussi significatifs entre les deux semestres.

Cependant, le carnet de commandes actuel offre une bonne visibilité pour la fin de l'exercice 2012, qui devrait donc être marqué par une contribution importante du second semestre, aussi bien en termes de revenus que de résultat.

L'augmentation des charges opérationnelles (+ 1,4 M€ au premier semestre 2012) s'explique essentiellement par la progression des achats (+0,4 M€), contrepartie des revenus tiers, l'évolution des charges de personnel (+0,5 M€) et l'augmentation des amortissements nets des frais de recherche et développement activés (+0,4 M€).

- Les charges de personnel progressent pour différentes raisons selon les filiales :
 - o effet "prix" : 0,1 M€ essentiellement en Chine où les salaires moyens augmentent par rapport à 2011 (+12%)
 - o effet "volume" : 0,3 M€ suite aux embauches nettes réalisées notamment en Chine, Roumanie et USA
 - o effet "change" 0,1 M€ suite à l'évolution du dollar sur la période, impactant essentiellement la filiale américaine et chinoise.
- L'amortissement des frais de recherche et développement augmente de 0,4 M€ en valeur nette sur la période, suite à la charge d'amortissement constatée en année pleine sur certains produits et projets significatifs. Le Groupe poursuit ses efforts en recherche et développement pour continuer à être un acteur majeur dans l'innovation. Certains produits vont ou sont arrivés à maturité, ce qui permettra au Groupe de réaffecter, dans les prochains mois, ses équipes d'ingénieurs sur de nouveaux projets.

Le résultat financier semestriel ressort positif à 0,1 M€, et en progression de +0,3 M€, en raison de l'évolution du change \$/€ sur la période.

Le résultat fiscal au 30 juin 2012 est un produit de 58 K€ (contre une charge de 471 K€ au 30 juin 2011), suite à l'évolution constatée des résultats semestriels et aux effets fiscaux différés moins significatifs qu'auparavant.

Le résultat opérationnel courant enregistre donc une diminution de 1,2 M€, suite essentiellement à un retard de revenus "licences". Après prise en compte de charges opérationnelles non récurrentes de 0,2 M€, de la progression du résultat financier et de la diminution de la charge fiscale, le résultat net au 30 juin 2012 est de 7 K€, en diminution de 605 K€ par rapport au résultat net du premier semestre 2011.

La situation financière au 30 juin 2012 est la suivante :

En K€	30-juin-12	31-déc-11	30-juin-12	31-déc-11	
Immobilisations incorporelles	6 489	5 955	267	267	Capital
Immobilisations corporelles	434	403	10 102	8 837	Primes et Réserves
Autres actifs financiers	262	243	-50	-53	Titres auto détenus
Actifs d'impôt différé	709	612	7	1 834	Résultat net part du Groupe
ACTIFS NON COURANTS	7 894	7 213	10 326	10 885	CAPITAUX PROPRES
Stocks	8	0	690	0	Passifs financiers
			51	44	Provisions à long terme
Créances clients	6 755	6 375	1 304	1 200	Produits fiscaux différés
			1 479	1 481	Passifs d'impôts différés
Autres débiteurs	1 662	867			
			3 524	2 725	PASSIFS NON COURANTS
Actifs d'impôts exigibles	24	0			
Autres actifs fiscaux	1 073	766	173	1	Passifs financiers
			15	55	Provisions à court terme
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 943	2 822	1 968	1 257	Fournisseurs et autres créditeurs
			2 069	1 430	Dettes fiscales et sociales
			614	600	Produits fiscaux différés
			1 670	1 090	Produits constatés d'avance
ACTIFS COURANTS	12 465	10 830	6 509	4 433	PASSIFS COURANTS
TOTAL ACTIFS	20 359	18 043	20 359	18 043	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

Le total de la situation financière au 30 juin 2012 est de 20,4 M€. La progression de 2,3 M€ par rapport à l'exercice précédent provient essentiellement des éléments suivants :

A l'actif,

- *Activation des frais de développement* à hauteur de 1,3 M€ en valeur brute. A près prise en compte des amortissements de 0,8 M€ sur la période, l'impact net est donc de 0,5 M€. Pour mémoire, en 2011, les montants bruts et nets étaient respectivement de 2,6 M€ et 1,7 M€. Le montant immobilisé au titre des frais de développement augmente donc de 0,5 M€ sur la période et ressort à 6,5 M€ en valeur nette cumulée au 30 juin 2012 ;

- *Augmentation du poste clients (+0,4 M€)* : cette progression suit celle des revenus au premier semestre 2012. Aucun retard et risque significatif d'encaissement n'est identifié au 30 juin 2012. Une créance significative (1,1 M€) a été notamment réglée le 2 juillet 2012.
- *Augmentation des autres débiteurs (+0,8 M€)* : cette progression provient essentiellement des comptes de TVA sur certaines facturations intragroupes entre la Société et sa filiale françaises, StreamWIDE France. Chaque société restant redevable de sa propre TVA, les soldes ne sont pas éliminés. Les facturations intragroupes étant plus importantes en 2012 qu'en 2011, cela explique la progression des autres débiteurs. En corolaire, les dettes fiscales et sociales progressent également dans les mêmes proportions.
- *Progression des autres actifs fiscaux (+0,3 M€)* : ce poste regroupe les créances au titre des Crédits d'Impôts Recherche non encore remboursées par l'Etat français. Le CIR 2011 n'ayant pas encore été remboursé (0,8 M€), le poste enregistre le CIR provisionné au titre du premier semestre 2012 (soit 0,3 M€), ce qui explique la variation constatée.

Au passif,

- *Diminution des capitaux propres de 0,6 M€* suite à l'évolution des résultats semestriels du Groupe et la distribution de dividendes au titre de 2011 (0,5 M€) ;
- *Augmentation des passifs financiers courants et non courants (+ 0,9 M€)* suite à l'emprunt souscrit auprès de la banque HSBC en février 2012 (durée de 5 ans maximum au taux fixe de 3,5% par an) ;
- *Augmentation des dettes fournisseurs (+ 0,6 M€)*, suite notamment à une dette significative identifiée, et non récurrente, auprès d'un fournisseur. Cette dette (0,4 M€) a été réglée en juillet 2012 ;
- *Augmentation des dettes fiscales et sociales (+ 0,7 M€)*, suite aux effets et impacts de TVA sur facturations intragroupes (confère note sur les autres débiteurs à l'actif) ;
- *Augmentation des produits constatés d'avance (+ 0,6 M€)* suite à des décalages plus importants qu'en 2011 entre facturations et reconnaissance de revenus. Cette évolution n'est pas structurelle et dépend des différents jalons négociés dans les contrats commerciaux.

Les flux de trésorerie de la période sont détaillés ci-dessous :

	S1 2012	S1 2011	2011
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	732	835	2 124
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-1 475	-1 605	-2 289
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	864	104	-415
Variation de trésorerie	121	-666	-580

Malgré un résultat net en diminution sur la période, les flux de trésorerie opérationnels restent positifs suite à la variation de -0,2 M€ du BFR sur la période (contre -1,2 M€ au 31 décembre 2011).

Les flux d'investissements enregistrent principalement les dépenses de R&D, sans qu'aucun remboursement de CIR n'ait été constaté sur la période. Ces remboursements interviendront au second semestre de l'exercice pour un montant de 0,7 M€.

Les flux de financement, quant à eux, tiennent compte de l'emprunt bancaire souscrit en février 2012 pour un montant de 0,9 M€.

En retraitant les flux de financement, la trésorerie "brute" du Groupe est en diminution sur la période, suite essentiellement aux retards des revenus "licences". Les perspectives de revenus au second semestre devraient permettre de reconstituer une trésorerie importante dans les prochains mois et d'envisager éventuellement le remboursement de l'emprunt bancaire à court / moyen terme.

2.2 Evolutions prévisible et perspective d'avenir

Chiffre d'affaires, commandes et résultats

Si les retards constatés au 30 juin 2012 de certaines mises en production limitent les résultats du premier semestre, ceux du second semestre devraient quant à eux profiter pleinement d'un effet de rattrapage, notamment en termes de revenus de licences, notamment au sein de la filiale américaine du Groupe. En effet, un important contrat ayant été signé en juillet 2012 dans la zone "Amérique du Sud", des revenus significatifs devraient être enregistrés en 2012. Les retards opérationnels de certains clients ayant également été comblés, en partie, pendant l'été 2012, les revenus du second semestre devraient être mieux orientés encore que ceux du premier.

Ce rebond prévisible du chiffre d'affaires, la maîtrise continue des charges opérationnelles ainsi que l'organisation en place et la signature de projets significatifs sur le continent américain depuis le début de l'année 2012, devraient permettre une évolution importante des revenus et des résultats du Groupe d'ici la fin de l'exercice 2012.

Les différents canaux de ventes (directes et indirectes) permettent au Groupe de gérer au mieux toute opportunité commerciale et ce, quelque soit la zone géographique adressée.

En dépit d'un contexte économique mondial nécessitant toujours une certaine prudence, le Groupe reste donc confiant quant à la tendance annuelle 2012.

Efforts en Recherche et Développement

Les exercices antérieurs ont été marqués par le développement de l'édition logicielle axée autour de la technologie brevetée de StreamWIDE Engine®. La technologie StreamWIDE Engine® de la Société est l'une des seules solutions éprouvées qui s'interconnecte directement en voix sur IP aux cœurs de réseaux IP des opérateurs. La technologie StreamWIDE prouve chaque jour sa robustesse sur des plate-formes servant des nombres d'abonnés en forte croissance. La robustesse de l'Engine® a permis à StreamWIDE d'acquérir son image de fiabilité et de qualité, que bon nombre de concurrents lui envient. Sa flexibilité et la capacité d'interagir avec des environnements Web en font une plate-forme parfaitement adaptée aux nouveaux besoins applicatifs des opérateurs télécoms, en particulier dans la perspective de l'évolution de leur réseau vers l'IP/IMS.

Les efforts en Recherche et Développement pour permettre au Groupe de conserver une certaine avance technologique ont été et seront poursuivis au cours de l'exercice 2012. StreamWIDE a considérablement étoffé son catalogue produit. Les produits sont à présent divisés en 6 lignes de produits : Messaging, Charging, Multimedia, Marketing, Joignabilité et Interconnexion. A cela s'ajoute un "Service Creation Environment" (Environnement de Création de Services).

La participation à l'édition 2012 du salon MWC (Mobile World Congress) à Barcelone a permis au Groupe de valider une fois encore sa stratégie d'innovation. Le succès rencontré par les nouveaux produits (notamment StreamWIDE Global Communications) lui permet d'envisager de nouveaux relais de croissance à court et moyen terme, en complément du développement continu des plateformes de messagerie et de nouvelles solutions toujours plus innovantes.

Environnement économique et développement des ventes

Le management estime que la situation économique qui crée une forte pression financière sur ses clients opérateurs peut constituer une opportunité pour la Société. Les opérateurs sont plus enclins, dans ce contexte, à trouver des solutions moins chères et plus innovantes telles que celles proposées par StreamWIDE.

Par ailleurs, les succès commerciaux de l'année en cours laissent imaginer qu'un phénomène vertueux peut se mettre en place : bases installées toujours plus importantes, effets d'expérience positifs et réputation mondiale en amélioration constante. Cet effet d'entraînement pourrait s'accélérer suite aux difficultés financières importantes rencontrées par les principaux concurrents du Groupe.

3. Informations juridiques

3.1 Filiales et participations

Le périmètre du Groupe n'a pas subi de modifications depuis la dernière clôture, au 31 décembre 2011, et se compose toujours des 4 filiales opérationnelles suivantes au 30 juin 2012 :

- StreamWIDE France, société de droit français contrôlée à 100%
- StreamWIDE Romania, société de droit roumain contrôlée à 100%
- StreamWIDE Inc, société de droit américain contrôlée à 100%
- Beijing StreamWIDE Technology, société de droit chinois contrôlée à 100%

Filiale	Pays	% de détention	Valeur brute des titres	
			30-juin-12	31-déc.-11
StreamWIDE Romania	Roumanie	100%	40 000	40 000
StreamWIDE Beijing	Chine	100%	213 275	213 275
StreamWIDE Inc.	Etats Unis	100%	1	1
StreamWIDE France SAS	France	100%	3 050 518	3 050 518
Total (en €)			3 303 794	3 303 794

Par ailleurs, le Groupe dispose également d'un établissement stable en Tunisie depuis le début de l'exercice 2010. Cet établissement stable n'a pas de capital social et a été créé dans le cadre d'un contrat significatif avec un client étatique tunisien. Les données financières relatives à cet établissement sont intégrées directement dans les comptes statutaires de la Société (confère note 3.19 de l'annexe aux comptes sociaux). Une filiale, société exportatrice, devrait être créée en Tunisie fin 2012 pour être opérationnelle au 1^{er} janvier 2013.

3.1.1 Activités des filiales au cours du premier semestre 2012

Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous informons ci-après de l'activité de nos filiales au cours du premier semestre 2012 :

(En euros)	StreamWIDE France	StreamWIDE Romania	StreamWIDE Beijing	StreamWIDE Inc.
Capital	3 050 518	40 000	213 275	1
Capitaux propres	3 462 863	158 860	89 251	-1 037 098
Résultat Net	261 390	-20 591	-57 826	-238 030
CA et autres produits	4 078 553	606 358	871 540	1 001 751
Avances consenties à la filiale	-	5 601	41 893	1 528 274
Dépréciation sur avances	-	-	-	-
Avances reçues de la filiale	2 997 768	-	-	-
Cautions et aval fournis	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-

- **StreamWIDE France SAS**

La Société détient 100% du capital de la société STREAMWIDE France SAS, société de droit français, créée le 29 juin 2011, au capital de 3.050.518 €, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro B 533 297 768 et dont le siège social est situé 84 rue d'Hauteville 75010 Paris. Cette société est consolidée par intégration globale au 30 juin 2012.

La société STREAMWIDE France SAS a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications.

Au titre du premier semestre de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 4.078.553 € et le résultat net est un bénéfice de 261.390 €.

- **StreamWIDE Romania**

La Société détient 100 % du capital de la société STREAMWIDE ROMANIA, SRL de droit roumain, créée en février 2006, au capital de 40.000 €, immatriculée en Roumanie sous le n° J40/1376/2006 et dont le siège social est situé à Bucaresti, Strada Fagaras, nr 25., Etaj 1, Sector 1. Cette société est consolidée par intégration globale au 30 juin 2012.

La société STREAMWIDE ROMANIA a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications. Elle refacture l'ensemble de ses coûts à la Société dans le cadre d'un contrat de prestations de services.

Au titre du premier semestre de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 606.358 € et le résultat net est une perte de (20.591) €.

- **StreamWIDE Beijing Technology Company Limited**

La Société détient 100% du capital de la société, STREAMWIDE Beijing Technology Company Limited, société de droit Chinois (RPC) créée en septembre 2007, au capital de 300.000 USD et dont le siège social est situé 1008, Cultural Plaza, 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District Beijing 100872. Cette société est consolidée par intégration globale au 30 juin 2012.

La société STREAMWIDE Beijing Technology Company Limited a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications.

Au titre du premier semestre de l'exercice 2012, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 871.540 € et le résultat net est une perte de (57.826) €.

- **StreamWIDE Inc**

La Société détient 100% du capital de la société STREAMWIDE Inc, société de droit Américain créée en juillet 2007, au capital de 1 USD et dont le siège social est situé 9 Polito Avenue, Lyndhurst, NJ 07071, USA. Cette société est consolidée par intégration globale au 30 juin 2012.

La société STREAMWIDE Inc. a pour activité la conception et la fourniture de plateformes de services à valeur ajoutée, voix et vidéo à destination des opérateurs de télécommunications.

Au titre du premier semestre 2012, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 1.001.751 € et le résultat net est une perte de (238.030) €.

3.1.2 *Etat et évolution des participations*

Néant.

3.1.3 *Création de filiales ou prises de participation au cours de l'exercice écoulé*

Nous vous indiquons que la Société n'a procédé à aucune création de nouvelle filiale au cours du premier semestre 2012.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article L.232-6 du Code de commerce, nous vous rappelons également que la Société n'a pris aucune participation au cours de l'exercice écoulé.

3.2 Activité en matière de Recherche et Développement au sein de la Société et du Groupe

3.2.1 *Au sein de la Société*

Conformément à l'article L.232-1 du Code de commerce, la Société a engagé, au cours du premier semestre 2012, des frais directs (salaires, amortissements, honoraires juridiques et sous-traitance R&D aux filiales) en matière de recherche et développement à concurrence de 1.954.857 euros.

La Société ne retient pas la méthode préférentielle d'activation de ces frais de R&D dans ses comptes statutaires. En revanche, les critères d'activation de ces dépenses étant tous satisfaits, il est activé, au titre du premier semestre de l'exercice 2012, dans les comptes consolidés du Groupe, un montant brut de 1.288.289 €. Pour rappel, les montants activés au titre du premier semestre 2011 et de l'exercice 2011 étaient respectivement de 1.346.939 € et de 2.593.434 €.

Il est rappelé que la Société devrait bénéficier d'un crédit d'impôt recherche au titre de l'exercice 2012. Au 30 juin 2012, une provision a été enregistrée à hauteur de 312.257 € (tenant compte des crédits d'impôts recherche déclarés par la Société et sa filiale française) contre 363.886 € au 30 juin 2011. La créance au titre de l'exercice 2011 (706.227 €) devrait être remboursée au second semestre de l'exercice 2012.

3.2.2 *Au sein du Groupe*

Il existe au sein du Groupe des conventions et accords de sous-traitance relatifs à la Recherche et Développement effectuée par les différentes filiales au profit du Groupe. Les dépenses de Recherche et Développement engagées par les filiales au profit du Groupe sont les suivantes au titre du premier semestre de l'exercice 2012 :

- StreamWIDE Inc : 280.265 €
- StreamWIDE Romania : 579.838 €
- StreamWIDE Beijing : 860.402 €
- StreamWIDE France : 234.352 €

Ces différents montants, dans le cadre de conventions, sont refacturés à la Société. A noter également que la filiale roumaine bénéficie d'un agrément pour les 3 prochains exercices (2011, 2012 et 2013) et que les dépenses qu'elles engagent au titre de la R&D sont prises en compte dans la détermination du crédit d'impôt recherche de la Société.

3.3 Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code des Impôts, nous vous précisons que les comptes du semestre écoulé, clos le 30 juin 2012, ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal en regard de l'article 39-4 du même code.

3.4 Administration et contrôle de la Société

3.4.1 Mandats et fonctions des mandataires sociaux exercés au cours du premier semestre 2012

Nom et prénom ou dénomination sociale du membre	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat	Fonction principale exercée dans la Société	Fonction principale exercée en dehors de la société	Autres mandats exercés dans toute société
Pascal BEGLIN	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2012	Président Directeur Général	- Président et administrateur de StreamWIDE Romania, - Président de StreamWIDE Beijing, - Président et administrateur de StreamWIDE Inc.	-
Lilian GAICHIES	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2012	Directeur Général Délégué Administrateur	- Administrateur de StreamWIDE Beijing, - Directeur Général et administrateur de StreamWIDE Inc.	-
Zakaria NADHIR	23-08-2007	AGOA statuant sur les comptes 31-12-2012	Administrateur		-

3.4.2 Termes des mandats des administrateurs et des commissaires aux comptes

Nous vous rappelons que :

- les mandats de Messieurs Pascal BEGLIN, Lilian GAICHIES et Zakaria NADHIR, en qualité d'administrateurs de la Société, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, et

- les mandats des sociétés ERNST AND YOUNG ET AUTRES, commissaire aux comptes titulaire, et AUDITEX, commissaire aux comptes suppléant, arriveront à leur terme à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

3.4.3 Modalités d'exercice de la direction générale

Le conseil d'administration en date du 23 août 2007 a décidé (i) de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général de la Société et (ii) de nommer Monsieur Pascal BEGLIN en qualité de Président du conseil d'administration et de Directeur général et Monsieur Lilian GAICHIES en qualité de Directeur Général Délégué de la Société.

Depuis cette date, Monsieur Pascal BEGLIN, Président Directeur Général, assume la direction générale de la Société.

3.5 Dividendes antérieurement distribués

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois derniers exercices, les distributions de dividendes ont été les suivantes :

- Exercice 2009 : néant
- Exercice 2010 : dividende par action de 0,19 €, soit un montant total de 508.076 €, mis en paiement le 8 juillet 2011.
- Exercice 2011 : dividende par action de 0,20 €, soit un montant total de 534.817 €, mis en paiement le 10 juillet 2012.

4. Autres informations

4.1 Analyse objective et exhaustive des l'évolution des affaires, des résultats, de la Société et du Groupe, notamment de sa situation d'endettement, au regard du volume et de la complexité des affaires comportant des indicateurs clés de performance de nature non financière ayant trait à l'activité spécifique de la Société, notamment des informations relatives aux questions d'environnement et de personnel

Les principales caractéristiques de notre activité sont les suivantes :

- une augmentation du chiffre d'affaires du Groupe de 0,2 M€ (+4% à 5,5 M€ au 30 juin 2012) ;
- un résultat net consolidé de 7 K€ contre 612 K€ au 30 juin 2011 ;
- une situation de trésorerie nette positive de 2,1 M€ après prise en compte d'un emprunt de 0,9 M€ souscrit en février 2012 ;
- des retards opérationnels importants chez certains clients, décalant d'autant la reconnaissance de revenus significatifs, qui devraient impacter positivement le second semestre de l'exercice 2012.

4.2 Principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés

En termes de risques, le Groupe estime que le niveau et la nature des risques qu'il encourt n'ont pas changé par rapport à ceux présentés dans les derniers rapports d'activité, semestriels ou annuels.

- *Risque liés à la croissance* : le Groupe peut avoir à faire face à un ralentissement de l'activité économique des opérateurs téléphoniques. Par ailleurs, le chiffre d'affaires progressant, les décalages de reconnaissance de revenu peuvent avoir un impact significatif sur une période donnée. Enfin, il n'est pas garanti que la saisonnalité constatée au dernier trimestre des exercices précédents (consommation des budgets par les clients) soit récurrente d'une année sur l'autre.
- *Risques technologiques et droit de propriété intellectuelle* : les technologies évoluant sans cesse, des technologies de substitution aux technologies utilisées par le Groupe peuvent apparaître. Même si le Groupe est en veille permanente sur ces thèmes, il ne peut garantir qu'il saura systématiquement faire face à toutes les évolutions rapides que l'on peut constater dans un environnement concurrentiel mouvant et imprévisible. Concernant la protection juridique et physique des produits commercialisés par le Groupe, des procédures strictes de sauvegardes informatiques régulières, de dépôt de brevets et de dépôts des programmes auprès de l'APP à Paris sont respectées au sein du Groupe.
- *Risque concurrentiel* : le Groupe, encore de taille réduite par rapport à ses principaux concurrents étrangers, ne peut pas exclure qu'un acteur déjà présent sur le marché, ou qu'un nouvel entrant, puisse adopter un positionnement plus performant et gagner des parts de marché au détriment de ses intérêts. Même si une veille concurrentielle très régulière est effectuée, aucune assurance ne peut être donnée sur le fait que le Groupe sera en mesure de faire face à la concurrence présente ou potentielle.
- *Risques juridiques* : dans le cours normal de ses activités, le Groupe n'est impliqué que dans de rares procédures juridictionnelles. Ces rares litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables applicables en France et le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situation contentieuses connues ou en cours à ce jour sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou étant susceptible d'avoir dans le futur, une influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine du Groupe.
- *Risques de change, de taux, de crédit, de liquidité, sur actions et autres placements* : ces différents risques sont détaillés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés semestriels 2012 :
 - o *Risque de change* : les flux nets en devises étrangères pourraient devenir significatifs à partir du second semestre de l'exercice 2012 (nouveaux clients facturés en dollars et besoins de trésorerie de la filiale américaine en nette diminution). Si le risque de change devenait réel et important, des instruments de couverture, inexistantes au 30 juin 2012, pourraient alors être utilisés par la Société et le Groupe pour se prémunir de ce risque. La direction de la Société et du Groupe reste toujours très attentive aux évolutions de la monnaie américaine, notamment en ces périodes de tensions financières sur les différents marchés mondiaux.

- *Risque de taux* : au 30 juin 2012, la Société a contracté un emprunt de 900 K€ auprès de la banque HSBC. Cet emprunt, d'une durée de 5 ans maximum, supporte un taux fixe de 3,5% par an. Le Groupe n'est donc pas soumis à un quelconque risque de taux.
- *Risque de crédit* : le risque de crédit provient essentiellement des créances clients. Des procédures mensuelles sont suivies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés. L'évolution du poste client et de sa structure en 2011 et 2012 démontre la bonne gestion de ce risque par la Société et le Groupe. La progression des créances clients au 30 juin 2012 provient essentiellement des écritures de régularisations de fin de période et d'une reconnaissance tardive de revenus au second trimestre 2012. Aucun risque structurel n'est identifié au 30 juin 2012 et les principales créances constatées en clôture ont été apurées en juillet et août 2012.
- *Risque de liquidité* : le risque de liquidité s'analyse comme le risque que la Société et le Groupe encourent s'ils ne sont pas en mesure d'honorer leurs dettes à échéance. Afin de gérer ce risque, la Société et le Groupe ont mis en place un suivi mensuel de la trésorerie et une gestion prévisionnelle de leurs besoins de financement, afin de contrôler leur entière capacité à honorer leurs passifs exigibles.
- *Risque sur actions et autres placements* : la politique de la Société et du Groupe est de rémunérer les excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2012, seuls des comptes à termes à rendement garanti sont utilisés.

4.3 Indications sur l'utilisation des instruments financiers par la Société et par le Groupe

Au cours du premier semestre 2012, la Société et le Groupe n'ont pas utilisé d'instruments financiers tels que des instruments de couverture de change ou autres instruments dérivés.

4.4 Informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs (non audités)

Conformément aux dispositions des articles L.441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, nous vous communiquons dans les tableaux ci-dessous la composition des dettes fournisseurs par date d'échéance aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2011 :

Dettes fournisseurs 31 décembre 2011

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Fournisseurs	804	719	75	10	
Fournisseurs immobilisations	1		1		
Factures non parvenues	425	425			
Dettes fournisseurs	1 230	1 144	76	10	0
		93%	6%	1%	0%

Dettes fournisseurs 30 juin 2012

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Fournisseurs	424	294	129	1	
Fournisseurs immobilisations	11	11			
Factures non parvenues	898	898			
Dettes fournisseurs	1 333	1 203	129	1	0
		90%	10%	0%	0%

4.5 Informations sociales et environnementales

4.5.1 Informations sociales pour le Groupe

Au niveau du Groupe, les effectifs moyens, en équivalent temps plein, sont les suivants au cours du premier semestre 2012 :

- StreamWIDE SA et France : 37 personnes
- StreamWIDE Romania : 35 personnes
- StreamWIDE Beijing : 34 personnes
- StreamWIDE Inc. : 16 personnes

Soit un total de 122 en équivalent temps sur la période.

4.5.2 Informations environnementales

Concernant les risques environnementaux, les activités du Groupe et de la Société, de par leur nature, n'ont pas de conséquence significative et majeure sur l'environnement.

4.6 Conventions relevant des articles L.225-38 et suivants du Code de commerce

Pour mémoire, dans le but d'harmoniser les modalités économiques et financières des relations intragroupes, la maison mère et les différentes filiales du Groupe ont conclu différents types d'accords, classiques dans le cadre des relations intra sociétés au sein d'un même Groupe :

- *StreamWIDE Romania* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe
- *StreamWIDE Beijing* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de coopération commerciale, et accord de consulting dans les solutions techniques et stratégiques proposées par le Groupe
- *StreamWIDE Inc.* : accord de coopération commerciale et de sous-traitance d'une partie de la Recherche & Développement du Groupe, accord de fourniture de licences logicielles et de distribution
- *StreamWIDE France SAS* : accord de sous-traitance d'une partie de la Recherche et Développement du Groupe (contrat de prestations), accord de fourniture de licences logicielles et de distribution, contrat de prestations de services, contrats de sous locations, convention de trésorerie centralisée.

Ces différents accords donnent lieu à une facturation mensuelle ou trimestrielle de la part des filiales envers la maison mère du Groupe, pour rémunération des services rendus. Ces différents flux sont annulés en consolidation et n'impactent en rien les flux et soldes présentés dans les comptes consolidés du Groupe (cf note 9.3 de l'annexe aux comptes consolidés annuels).

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées à la Société ou au Groupe n'a été recensée au cours des périodes présentées.

Conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce

Au cours du premier semestre 2012 et antérieurement, aucune convention visées aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce n'a été passée par la Société ou exécutée par elle.

Aucune convention n'a été conclue avec les dirigeants ou les actionnaires disposant de plus de 10% des droits de vote.

Les conventions avec les différentes filiales du Groupe sont considérées comme des conventions courantes, conclues à des conditions normales de marché.

4.7 Evénements postérieurs à la clôture annuelle

Aussi bien au sein de la Société que du Groupe, aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture semestrielle et la date d'examen des comptes consolidés semestriels, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes présentés et arrêtés au 30 juin 2012.

4.8 Opérations sur titres

4.8.1 Informations relatives aux programmes de rachat d'actions par la société de ses propres actions

Nous vous rappelons que les Assemblées Générales Ordinaires des actionnaires de la Société en date du 20 juin 2011 et du 22 juin 2012, ont autorisé la Société à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions, conformément aux dispositions des articles L.225-206 II, L. 225-208, L.225-209, L.225-209-1 et suivants du Code de commerce.

Ainsi, la Société a mis en place un contrat de liquidité qui s'inscrit dans le cadre du programme de rachat d'actions. Les moyens affectés au compte de liquidité pour la mise en œuvre de ce contrat s'élevaient initialement à 100.000 €. Un apport complémentaire de 30.000 € a été effectué en octobre 2010.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-211 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les opérations réalisées par la Société dans le cadre du contrat de liquidité et intervenues au cours du premier semestre 2012 :

Type opération	Nombre de titres	Cours moyen des transactions	Montant en €
Achat	2.653	9,06	24.033
Vente	3.071	8,84	27.155

Au 30 juin 2012, la Société dispose de 5.732 actions valorisées aux cours historiques d'acquisition à 49.988 €. Au cours de clôture du 30 juin 2012 (9,65 €), la valorisation est de 55.313,8 €. Ces actions représentent 0,21% du capital de la Société.

La Société n'a utilisé aucune de ses actions en dehors du contrat de liquidité. Aucune réallocation n'a été effectuée.

4.8.2 *Éléments de calculs et résultats de l'ajustement des bases de conversion et des conditions de souscription ou d'exercice des valeurs mobilières donnant accès au capital*

Néant.

4.8.3 *État de la participation des salariés au capital social*

En outre, conformément aux articles L.225-184 et L.225-197-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune opération relative à des attributions gratuites d'actions réservées au personnel salarié de la Société n'a été ouverte au cours de l'exercice.

Nous vous précisons que le pourcentage de détention de la Société par les salariés (y compris Monsieur Zakaria NADHIR) est de 9,8% du capital au 30 juin 2012.

Concernant les contrats d'intéressement et de participation, il n'y a plus de contrat en cours actuellement. Le dernier accord d'intéressement couvrait les exercices 2009, 2010 et 2011. Les résultats 2010 ont permis pour la première fois le versement d'un intéressement aux salariés. Celui-ci est intervenu en juillet 2011 pour un montant global de 43.504 €. Au titre de l'exercice 2011, un montant de 65.182 € a été provisionné au 31 décembre 2011 et réglé en juillet 2012.

4.8.4 *Opérations effectuées par les mandataires sociaux et administrateurs*

Par ailleurs, conformément à l'article L.621-18 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier, nous vous indiquons ci-après les opérations effectuées par les mandataires sociaux et administrateurs sur les titres de la Société, au cours du premier semestre de l'exercice 2012 :

- Pascal BEGLIN, Président Directeur Général
 - Avr. 2012 : 1 achat - total 150 actions au prix unitaire moyen de 9,10 €

Au total, 150 actions ont été acquises au prix unitaire moyen de 9,10 €.

- Lilian GAICHIES, Directeur Général Délégué
 - Janv. 2012 : 2 cessions – total 426 actions au prix unitaire moyen de 8,90 €
 - Mars. 2012 : 2 cessions – total 450 actions au prix unitaire moyen de 9,50 €
 - Avr. 2012 : 1 cession – total 128 actions au prix unitaire moyen de 9,10 €

Au total, 1.004 actions ont été cédées au prix unitaire moyen de 9,19 €.

Par ailleurs, en juin 2012, Messieurs Pascal Béglin, Président Directeur Général et Lilian Gaichies, Directeur Général Délégué, tous deux mandataires sociaux de la Société, ont apporté leur participation dans la Société à deux sociétés holdings, respectivement Be2Tel et Okhema, toutes deux sociétés privées à responsabilité limitée de droit belge. Messieurs Béglin et Gaichies détiennent respectivement 99,99% des sociétés Be2Tel et Okhema.

Suite à ces apports, les sociétés Be2Tel et Okhema détiennent respectivement 51,7% et 20,5% du capital de la Société et 49,65% et 18,64% des droits de vote.

4.9 Informations concernant la répartition du capital et les actions d'auto contrôle

Nous vous indiquons ci-après la répartition du capital social et des droits de vote au 30 juin 2012 :

Identité	Part du capital social nb de titres/ nb total (%)	% des droits de vote
Be2Tel (P. BEGLIN)	51,7 %	46,9 %
Okhema (Lilian GAICHIES)	20,5 %	18,6 %
Zakaria NADHIR	6,9 %	12,4 %
Salariés de la Société	3,1 %	5,6 %
Public	17,8 %	16,5 %

Nous précisons que, conformément à l'article 12 des statuts de notre société, les actions inscrites nominativement au nom d'un même actionnaire pendant plus de deux ans donnent droit de vote double. Ainsi, le nombre total d'actions à droit de vote double est de 263.198 au 30 juin 2012, suite aux transferts des actions nominatives de Messieurs P. Béglin et L. Gaichies à leurs holdings respectives. Le nombre total de droit de vote est de 2.937.283 au 30 juin 2012.

4.10 Avis donné à une autre société par actions que la Société détient plus de 10% de son capital

Néant.

4.11 Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées

Néant

4.12 Délégations au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital

Conformément à l'article L.225-100 al.4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les délégations de pouvoirs accordées par l'Assemblée Générale Extraordinaire au conseil d'administration en matière d'augmentations de capital par application des articles L.225-129-1 et L.225-129-2 du Code de commerce :

Autorisations en cours de validité	Durée de validité	Plafond	Utilisation de la délégation
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital par incorporation de primes d'émission, réserves, bénéfices ou autres [AGE 22 juin 2012]	14 mois	5.000.000 €	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription [AGE 20 juin 2011]	26 mois	53.450 € en nominal	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de décider d'une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription [AGE 20 juin 2011]	26 mois	53.450 € en nominal	-
Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, dans la limite de 15% de l'émission initiale [AGE 20 juin 2011]	26 mois	15% de l'émission initiale	-
Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de procéder au rachat d'actions de la Société [AGE 22 juin 2012]	14 mois	10% du capital 500.000 € maximum 18 € / action maximum	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit de salariés ou mandataires sociaux de la Société ou certaines catégories d'entre eux [AGE 22 juin 2012]	14 mois	2% du capital social	-
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration à l'effet de consentir des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise au profit de salariés et/ou dirigeants de la Société soumis au régime fiscal des salariés [AGE 29 juin 2009]	38 mois	2.500 €	-

Groupe STREAMWIDE – Comptes consolidés semestriels – 30 juin 2012

• **Comptes de résultat consolidés au 30 juin 2012, 30 juin 2011 et 31 décembre 2011**

en €	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11	Note
Licences	2 472	3 160	7 274	
Maintenance	1 321	1 138	2 351	
Prestations de services	749	655	1 039	
Ventes tiers	964	349	796	
Chiffre d'affaires	5 506	5 302	11 460	7.1
Autres produits de l'activité		9	9	
Subventions		2	3	
Achats et variations de stocks	-654	-255	-747	7.3
Charges externes	-1 526	-1 366	-2 793	7.3
Impôts et taxes	-140	-119	-247	
Charges de personnel	-2 515	-2 018	-4 130	7.2
Dotations aux amortissements	-894	-382	-1 091	
Dotations nettes aux provisions		-3	4	
Autres produits d'exploitation	270	91	294	7.4
Autres charges d'exploitation			-5	
Résultat opérationnel courant	47	1 261	2 757	
Autres produits opérationnels				
Autres charges opérationnelles	-234		-218	7.4
Résultat opérationnel	-187	1 261	2 539	
Produits de trésorerie et d'équivalents	17	13	36	
Coût financier Brut	-11		0	
Coût financier Net	6	13	36	7.5
Autres produits financiers	168	8	149	7.5
Autres charges financières	-38	-199	-71	7.5
Produit / (Charge) d'impôts	58	-471	-819	7.6
Résultat net des activités poursuivies	7	612	1 834	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	7	612	1 834	
Part du Groupe	7	612	1 834	
Intérêts ne conférant pas le contrôle				
Résultat de base par action	0,00	0,23	0,69	7.7
Résultat dilué par action	0,00	0,23	0,69	7.7

• Etats de la situation financière consolidée aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2011

En K€	30-juin-12	31-déc-11	Note
Immobilisations incorporelles	6 489	5 955	8.1
Immobilisations corporelles	434	403	8.2
Autres actifs financiers	262	243	8.3
Actifs d'impôts différés	709	612	8.4
ACTIFS NON COURANTS	7 894	7 213	
Stocks	8	0	8.5
Créances clients	6 755	6 375	8.5
Autres débiteurs	1 662	867	8.5
Actifs d'impôts exigibles	24	0	8.5
Autres actifs fiscaux	1 073	766	8.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 943	2 822	8.6
ACTIFS COURANTS	12 465	10 830	
TOTAL ACTIFS	20 359	18 043	
Capital	267	267	
Primes	5 285	5 285	
Réserves consolidées	4 817	3 552	
Titres auto détenus	-50	-53	
Résultat net part du Groupe	7	1 834	
Intérêts ne conférant pas le contrôle	0	0	
CAPITAUX PROPRES	10 326	10 885	8.7
Passifs financiers	690	0	8.8
Provisions à long terme	51	44	8.9
Produits fiscaux différés	1 304	1 200	8.10
Passifs d'impôts différés	1 479	1 481	8.10
PASSIFS NON COURANTS	3 524	2 725	
Passifs financiers	173	1	8.8
Provisions à court terme	15	55	8.9
Fournisseurs et autres créditeurs	1 968	1 257	8.10
Dettes fiscales et sociales	2 069	1 430	8.10
Produits fiscaux différés	614	600	8.10
Produits constatés d'avance	1 670	1 090	8.10
PASSIFS COURANTS	6 509	4 433	
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	20 359	18 043	

• **Etats du résultat global au 30 juin 2012, 31 décembre 2011 et 30 juin 2011**

En K€	30-juin-12	31-déc-11	30-juin-11
Résultat Net	7	1 834	612
Ecart de conversion	-32	-25	57
Ecart actuariels sur régimes à prestations définies			
Total Gains / Pertes directement en capitaux propres	-32	-25	57
Résultat Net + Gains/Pertes directement en capitaux propres	-25	1 809	669

• **Variations des capitaux propres aux 30 juin 2012, 31 décembre 2011 et 30 juin 2011**

(En K€)	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et Résultats consolidés	Gains / Pertes en cap. propres	Autres variations	TOTAL Part Groupe	Minoritaires	TOTAL
Capitaux propres 31 DECEMBRE 2010	267	5 285	-123	4 106	-39	-3	9 493	0	9 493
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			75	29			104		104
Dividendes				-508			-508		-508
Résultat Global				612	57		669		669
Variations de périmètre						-2	-2		-2
Capitaux propres 30 juin 2011	267	5 285	-48	4 239	18	-5	9 756	0	9 756
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			70	24			94		94
Dividendes				-508			-508		-508
Résultat Global				1 834	-25		1 809		1 809
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-3	-3		-3
Capitaux propres 31 DECEMBRE 2011	267	5 285	-53	5 456	-64	-6	10 885	0	10 885
Opérations sur capital									
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur titres auto détenus			3				3		3
Dividendes				-535			-535		-535
Résultat Global				7	-32		-25		-25
Variations de périmètre									
Autres mouvements						-2	-2		-2
Capitaux propres 30 juin 2012	267	5 285	-50	4 928	-96	-8	10 326	0	10 326

• **Tableaux de flux de trésorerie consolidés aux 30 juin 2012, 31 décembre 2011 et 30 juin 2011**

(En K€)	30-juin-12	31-déc.-11	30-juin-11
Résultat Net consolidé	7	1 834	612
<i>Eléments non constitutifs de flux liés à l'activité</i>			
Dotations aux amortissements	892	1 090	382
Variation des provisions	2	-4	3
Plus ou moins value de cession			
Autres produits / charges calculés	46	-330	-544
<i>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts</i>	412	2 590	453
Coût de l'endettement financier net	-6	-36	-13
Charge d'impôts sur le résultat	-58	819	471
<i>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts</i>	883	3 373	911
Variation actifs	1 493	2 262	1 266
Variation passifs	-1 342	-1 013	-1 190
<i>Variation du BFR lié à l'activité</i>	-151	-1 249	-76
Impôts versés			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	732	2 124	835
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 456	-2 944	-1 506
Cession d'immobilisation corporelles et incorporelles			
Variation immobilisations financières	-19	-88	-99
Cession d'immobilisations financières			
Variation des prêts et avances consentis			
Variation des autres flux liés aux opérations d'investissement (*)	0	743	
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 475	-2 289	-1 605
Augmentation (diminution) de capital			
Augmentation (diminution) des emprunts	863		
Intérêts financiers nets versés			
Dividendes versés	0	-508	
Rachats et reventes d'actions propres	1	93	104
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES DE FINANCEMENT	864	-415	104
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	121	-580	-666
Trésorerie début de période	2 822	3 402	3 402
Trésorerie fin de période	2 943	2 822	2 736

(*) Les autres flux liés aux opérations d'investissement correspondent aux remboursements du Crédit d'Impôt Recherche constatés sur les périodes présentées

- **Annexes aux comptes consolidés**

1. Informations sur la Société et le Groupe

Fondé en 2001, le groupe StreamWIDE est devenu un acteur majeur sur le marché des services téléphoniques à valeur ajoutée. Le Groupe se positionne comme le fournisseur de l'innovation des opérateurs fixes et mobiles partout dans le monde.

La technologie logicielle de nouvelle génération de StreamWIDE permet le remplacement des systèmes en place, dits « legacy », comme le lancement de services innovants dans les domaines de la messagerie, des services de téléphonie pour réseaux sociaux et de numéros virtuels, des services de centre d'appels, des services de conférence et de taxation d'appels. Services qui peuvent être déployés sur site ou sur une architecture virtualisée.

Opérant depuis la France, les USA, la Chine, la Roumanie, la Tunisie, l'Autriche, la Russie, l'Argentine, Singapour et l'Afrique du Sud, StreamWIDE met en place des équipes locales spécialisées pour fournir les prestations de déploiement, de support et d'assistance qui accompagnent chacun de ses clients sur la voie de la différenciation et de la rentabilité.

StreamWIDE SA, la société consolidante, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration dont les titres sont admis aux négociations sur le marché NyseAlternext de NyseEuronext Paris sous le code FR0010528059. Son siège social est situé au 84 rue d'Hauteville 75010 Paris.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 21 septembre 2012.

2. Evénements significatifs de la période

Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe augmente de 0,2 M€ au premier semestre 2012. Ce dernier est marqué par une diminution des ventes de licences, suite à des retards opérationnels de mise en production de certaines plateformes significatives, constatés chez certains clients au 30 juin 2012, et indépendants du Groupe. Cette diminution est plus que compensée par la progression des revenus de maintenance et de ventes tierces, ces dernières générant une marge moindre que les revenus de licences.

Les perspectives de revenus au second semestre de l'exercice, notamment dans la zone américaine, devraient permettre au Groupe de compenser le retard constaté au 30 juin 2012 sur le chiffre d'affaires licences. Les retards pris par certains clients dans la mise en production de leurs systèmes ayant été comblés en partie durant l'été, les revenus annuels du Groupe devraient être en progression marquée.

Evolution des résultats

La baisse ponctuelle du chiffre d'affaires licences explique les résultats semestriels en repli, mais peu représentatifs de l'ensemble de l'exercice. C'est le premier exercice du Groupe où des effets de décalages calendaires sont aussi significatifs entre les deux semestres.

Au 30 juin 2012, le résultat opérationnel courant est de 47 K€ contre 1.261 K€ au 30 juin 2011 et le résultat net ressort positif à 7 K€ contre 612 K€ un an auparavant.

Les principales variations sont les suivantes :

- Le chiffre d'affaires progresse de 0,2 M€ sur la période ;
- Les charges opérationnelles courantes augmentent de 1,4 M€ sur la période (+0,4 M€ d'achats tiers, +0,5 M€ de charges de personnel et +0,3 M€ d'amortissements nets sur les frais de recherche activés) et ressortent à 5,5 M€ ;
- *Le résultat opérationnel courant diminue donc de 1,2 M€ par rapport au 30 juin 2011;*
- Des charges non récurrentes (coûts salariaux spécifiques liés à certains départs, honoraires juridiques liés à ces procédures et honoraires liés à l'opération d'apport partiel d'actifs) ont été constatées pour 0,2 M€ ;
- Le résultat financier progresse de 0,3 M€ suite aux évolutions positives des parités \$/€ sur la période ;
- Le résultat fiscal ressort positif à 0,1 M€ contre une charge nette de 0,5 M€ au 30 juin 2011, suite aux activations de reports déficitaires américains et français au 30 juin 2012;
- *Le résultat net ressort donc positif à 7 K€ contre 612 K€ au 30 juin 2011.*

Diminution conjoncturelle des revenus chinois

Après une fin d'année 2011 marquée par de nombreuses commandes, le Groupe fait face à un ralentissement conjoncturel des commandes début 2012. Les volumes traités sur les bases installées et leur progression permettent de limiter, en partie, cette baisse conjoncturelle. Les efforts commerciaux entrepris en zone APAC depuis le début 2012 devraient permettre, à terme, de compenser cette baisse des commandes.

Forte dynamique commerciale aux USA

La filiale américaine du Groupe, StreamWIDE Inc. poursuit ses bonnes performances commerciales et financières. Après deux exercices à l'équilibre, la filiale devrait dégager des résultats opérationnels et nets fortement positifs en 2012. Elle bénéficie d'une dynamique commerciale importante, dont les premiers effets se situent au niveau du continent sud américain. Un important contrat a été signé en juillet 2012, impactant très favorablement le second semestre de l'exercice 2012.

Succès commerciaux significatifs dans la zone EMEA (Moyen orient, Afrique)

La présence et la visibilité du Groupe se sont fortement renforcées depuis plusieurs mois. Le premier semestre 2012 est marqué par l'acquisition de 4 nouveaux clients significatifs sur cette zone. Par ailleurs, il existe une diversité importante des produits et des solutions vendues par le Groupe dans cette zone, ce qui est un atout important pour les prochains mois.

Distribution de dividendes et emprunt bancaire moyen terme

L'Assemblée Générale du 22 juin 2012 a approuvé une distribution de dividende à hauteur de 0,20 € par action (soit un montant global de 0,5 M€ versé en juillet 2012) contre 0,19 € l'année précédente.

Par ailleurs, le Groupe a contracté un emprunt bancaire de 0,9 M€ fin février 2012, dès que les retards opérationnels chez certains clients importants ont été anticipés. Cet emprunt, d'une durée de 5 ans, a été contracté avec la banque HSBC, partenaire historique du Groupe, au taux de 3,5 % fixe annuel. Des conditions favorables de remboursement anticipé ont également été négociées avec la banque.

3. Présentation et base de préparation des états financiers

3.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés semestriels du groupe StreamWIDE arrêtés au 30 juin 2012 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*"International Financial Reporting Standards"*) publié par l'IASB (*"International Accounting Standard Board"*) au 30 juin 2012 et dont le règlement d'adoption est paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date d'arrêté des comptes.

3.2 Principes retenus

Les comptes consolidés semestriels du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs, conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les principes, règles et méthodes comptables appliqués. Ils sont présentés en milliers d'euros (sauf indication contraire).

3.2.1 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2012

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2012. Le Groupe n'applique pas les textes n'ayant pas encore été approuvés par l'Union européenne à la date de clôture de la période présentée.

3.2.2 Principes de présentation

Etat de la situation financière

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" impose de présenter l'état de la situation financière en fonction de l'exigibilité des actifs et des passifs. Ceux-ci sont donc classés en éléments courants ou non courants, correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an.

Compte de résultat et état du résultat global

La norme IAS 1 "Présentation des états financiers" offre la possibilité de présenter les composantes du résultat soit en tant qu'élément d'un état unique de résultat global, soit dans un compte de résultat séparé, présenté immédiatement avant l'état du résultat global. Le groupe StreamWIDE a opté, conformément à la recommandation du CNC n°2009-R.03 du 2 juillet 2009, pour la présentation d'un compte de résultat séparé et d'un état du résultat global.

Le compte de résultat séparé permet de conserver une présentation des résultats proche de celle antérieurement retenue dans le référentiel français.

Par ailleurs, le compte de résultat séparé conserve une classification des composantes par nature.

Le résultat opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte :

- des éléments non récurrents et significatifs (isolés sous les rubriques "autres produits et charges opérationnels"), qui permettent la distinction entre le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel,
- des éléments financiers (coût de l'endettement net augmenté ou diminué des autres charges et produits financiers),
- de la charge d'impôts (impôts courants et différés),
- du résultat des activités cédées ou abandonnées, si applicable.

La présentation adoptée par le Groupe est conforme aux recommandations du Conseil national de la Comptabilité et à celles de l'Autorité des Marchés Financiers.

4. Principes, règles et méthodes comptables

4.1 Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("les filiales"). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant que participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Depuis sa création, le groupe StreamWIDE n'a pas pris de participation dans des entreprises associées et/ou des coentreprises.

Au 30 juin 2012, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation (confère note 6) sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale. Ces différentes filiales ont été créées directement par le Groupe. Ce dernier n'ayant pas effectué antérieurement au 30 juin 2012 d'opérations de croissance externe, aucun goodwill n'est constaté dans les états de la situation financière du Groupe.

4.2 Monnaies étrangères

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'Euro. C'est également la monnaie fonctionnelle de la société consolidante, StreamWIDE SA.

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères est généralement la monnaie locale des pays dans lesquels elles sont implantées (USA – US \$, Chine – CNY et Roumanie – RON).

La conversion en euros des états financiers des filiales libellés en monnaie locale est effectuée pour les états de la situation financière au taux de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. La différence de conversion en résultant est inscrite directement dans les capitaux propres.

Les transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle, sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les résultats de change latents ou réalisés sont inscrits en compte de résultat sous les rubriques "autres produits financiers" ou "autres charges financières".

4.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe provient des sources suivantes : licences d'utilisation des logiciels, prestations de maintenance associées (mises à jour et support technique), prestations de services (installation et formation) et ventes tiers.

Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais. Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété. En général, le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue (pour les biens notamment), que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques liés à la transaction bénéficieront au Groupe.

Concernant les revenus liés aux ventes sous licence des logiciels, le Groupe reconnaît en général le revenu à la mise à disposition du (des) logiciel(s) matérialisée par un document d'acceptation du client. Lorsque les ventes sont réalisées par le biais d'un distributeur, le Groupe ne comptabilise le revenu qu'à réception de l'avis de livraison au client final et à condition que les autres critères généraux de reconnaissance des revenus soient remplis.

Le chiffre d'affaires issu de la maintenance est comptabilisé de façon linéaire sur la durée du contrat de maintenance.

Le chiffre d'affaires issu des prestations de service est comptabilisé lorsque les prestations sont exécutées et les services rendus, sur la base de récapitulatifs d'activité et d'acceptation client.

Les revenus des ventes tiers (matériel) sont comptabilisés lorsque la livraison est intervenue et que l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur.

4.4 Subventions, aides publiques et crédit d'impôt recherche

Dans le cadre de ses activités de Recherche et Développement, le Groupe bénéficie de Crédits d'Impôt Recherche qui est une aide fiscale française. Conformément à IAS 20 "Subventions et aides publiques", le Groupe comptabilise un produit différé, afin d'étaler en résultat le bénéfice de ces aides. La valeur comptable des frais de développement n'est donc pas impactée.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont ainsi différés dans le temps et constatés en résultat proportionnellement aux amortissements constatés au titre des projets de développement générant ces crédits d'impôt. L'impact résultat constaté est inscrit sous la rubrique "autres produits d'exploitation " du compte de résultat.

4.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles (hors frais de développement) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Licences informatiques 1-3 ans
- Logiciels 1-3 ans

Les frais de développement ne sont comptabilisés en immobilisations incorporelles que s'ils répondent à tous les critères d'activation énoncés par la norme IAS 38 "Immobilisations incorporelles" :

- Faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- Intention du Groupe de mener le projet de développement à son terme,
- Capacité du Groupe à mettre en service ou à vendre son actif incorporel,
- Potentiel de l'actif incorporel à générer des avantages économiques futurs,
- Disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement du projet,
- Capacité du Groupe à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement

Les actifs incorporels relatifs aux frais de développement sont amortis sur 3 ou 5 ans selon le mode linéaire, dès leurs mises en service.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement lors de chaque clôture comptable. Tout changement de durée serait traité comme un changement d'estimation appliquée de manière prospective et donnerait lieu, le cas échéant, à la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

4.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Ce coût d'acquisition comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état afin de permettre son exploitation.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

- Agencements et installations - 10 ans
- Matériel, outillage et matériel de bureau - 10 ans
- Matériel Informatique - 3 ans

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique "dotations aux amortissements" du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique "autres produits et charges d'exploitation" du compte de résultat.

4.7 Dépréciation d'actifs

Ecarts d'acquisition

Au 30 juin 2012, aucun écart d'acquisition n'est constaté par le Groupe. Les différentes filiales du Groupe ont toutes été créées et aucune opération de croissance externe n'a eu lieu dans le passé.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées par le Groupe sont des actifs amortis sur leur durée d'utilité estimée. Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme infinie.

A chaque date de clôture, le Groupe passe en revue la valeur comptable de ses immobilisations afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice de perte de valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer le montant de la perte de valeur éventuelle. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif isolé (absence d'entrée de trésorerie largement indépendante des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs), le Groupe estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient.

La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (ou du groupe d'actifs), nette des coûts de cession, et sa valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou du groupe d'actifs). Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec les plans d'affaires prévisionnels établis par le management du Groupe. Le taux d'actualisation retenu reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques liés à l'actif ou au groupe d'actifs.

Si la valeur recouvrable de l'actif (ou du groupe d'actifs) est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à hauteur de la valeur recouvrable. La perte de valeur réversible est comptabilisée directement en charge dans le résultat opérationnel.

4.8 Stocks et encours

Les stocks de marchandises sont évalués au plus bas du coût d'acquisition déterminé selon la méthode FIFO ("first in first out) et de la valeur nette de réalisation.

Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée en fonction de la valeur de réalisation des éléments stockés.

4.9 Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Autres actifs financiers

Ces actifs correspondent d'une part à des dépôts de garantie, et d'autre part, au solde de trésorerie indisponible relatif au contrat de liquidité. A chaque date d'arrêté, le Groupe apprécie s'il existe un indice objectif de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une perte de valeur est comptabilisée.

Dépôts de garantie

Ils correspondent aux sommes versées dans le cadre de contrats locatifs simples (biens mobiliers et immobiliers). Ces actifs sont comptabilisés et évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Cependant, au vu de leurs caractéristiques, la valeur comptable correspond aux sommes versées initialement.

Autres actifs financiers non courants

Les autres actifs financiers sont évalués à leur juste valeur et correspondent au solde de liquidité indisponible relatif au contrat de liquidité mis en place en juillet 2009.

Titres auto-détenus

Les titres représentatifs du capital de StreamWIDE auto-détenus par le Groupe (dans le cadre du contrat de liquidité) sont enregistrés en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les cessions ultérieures sont imputées nettes d'effet d'impôt directement en capitaux propres et ne donnent lieu à l'enregistrement d'aucun résultat.

Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale (comptes de TVA) et sociale. Ces actifs sont évalués et comptabilisés initialement à leur juste valeur puis évalués ultérieurement à leur coût amorti.

Une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il existe des indices objectifs indiquant que les montants dus ne pourront être recouverts, totalement ou partiellement.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes courants bancaires) et les placements mobilisables ou cessibles à court terme, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et supportant un risque négligeable de changement de valeur (comptes à terme).

Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur (valeur de marché) et le solde global des variations de juste valeur est porté au compte de résultat (produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie).

Passifs financiers courants et non courants

Les passifs financiers sont composés des emprunts bancaires et des découverts bancaires ponctuels. Les emprunts et découverts bancaires portant intérêts sont comptabilisés initialement pour le montant de trésorerie reçue, net des coûts directs d'émission éventuels. Ultérieurement, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus, nets des coûts directs d'émission éventuels, et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties sur la durée de l'emprunt. Ces montants sont inscrits en coût de l'endettement financier brut dans le compte de résultat.

Au 30 juin 2012, le Groupe n'utilise pas d'instruments composés, de produits dérivés, d'instruments de couverture, ni d'instruments de décomptabilisation.

Fournisseurs, dettes fiscales et sociales, autres créiteurs et produits constatés d'avance

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, intéressement des salariés, charges et cotisations sociales.

Les produits constatés d'avance sont de deux natures :

- *Exploitation* : ils correspondent aux quotes-parts de chiffre d'affaires déjà facturées mais non encore reconnues en résultat suite à des périodes de reconnaissance postérieures à la période clôturée (par exemple, maintenance réglée d'avance)
- *Fiscaux* : ils correspondent à la quote-part des Crédits d'Impôts Recherche imputable aux projets immobilisés. Ils sont repris en résultat au même rythme que les amortissements pratiqués sur les immobilisations incorporelles qui ont généré ces crédits d'impôt.

Ces dettes sont évaluées et comptabilisées initialement à leur juste valeur puis évaluées ultérieurement au coût amorti.

4.10 Avantages du personnel

Retraites

Les cotisations relatives aux régimes à cotisations définies sont inscrites en charges au fur et à mesure qu'elles sont appelées.

Les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Des évaluations ont lieu chaque année. Les calculs actuariels sont fournis par un expert indépendant.

Ces régimes ne sont pas financés et leur engagement fait l'objet d'un passif au bilan. Le principal régime concerne les indemnités de fin de carrière (indemnités de départ à la retraite).

Les écarts actuariels résultent principalement des modifications d'hypothèses et de la différence entre les résultats selon les hypothèses actuarielles et les résultats effectifs des régimes à prestations définies. Ces écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat de la période. La charge opérationnelle comptabilisée au compte de résultat pour les régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés, les écarts actuariels ainsi que les effets de toute réduction ou liquidation de régime, le cas échéant.

Le coût financier correspondant à la charge de désactualisation de la provision est comptabilisé en autres produits et charges financiers si le montant est considéré comme significatif.

Les régimes à prestations définies au sein du Groupe n'ont pas subi, depuis la création du Groupe, de modifications générant un quelconque coût des services passés.

Autres avantages accordés aux salariés

Les dépenses engagées au titre du "Droit Individuel de Formation" constituent une charge de la période et ne donnent lieu à aucune provision mais mention est faite du volume d'heures à la clôture des exercices.

L'autre avantage à long terme pouvant être accordé par le Groupe concerne les médailles du travail. Au regard de l'âge moyen des salariés du Groupe, cet avantage n'est pas évalué.

Paiements fondés sur des actions

Conformément à la norme IFRS 2 "Paiements fondés sur des actions", les options d'achat ou de souscription d'actions ou les attributions d'actions gratuites portant sur le capital d'une des sociétés du Groupe, sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi.

S'agissant d'un plan d'actions dont le paiement s'effectue en actions, la norme IFRS 2 impose la comptabilisation d'une charge (en contrepartie des capitaux propres) au titre de la juste valeur de l'avantage accordé aux salariés.

Cette charge doit être reconnue dans les charges de personnel au fur et à mesure de la période d'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 juin 2012, aucun plan de souscription d'actions, d'options d'achats ou d'attribution d'actions gratuites n'a cours au sein du Groupe.

4.11 Provisions et passifs éventuels

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation. Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation. Ces montants sont actualisés si l'effet est jugé significatif.

Dans le cas où ce passif n'est ni probable, ni évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, le Groupe fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Les provisions constituées sont notamment destinées à couvrir les coûts probables que les procès ou litiges en cours, dont le fait générateur existe à la date de clôture de la période présentée, pourraient occasionner.

4.12 Charge d'impôts et impôts différés

La rubrique "charge d'impôts" intègre l'impôt exigible au titre de l'exercice et l'impôt différé inclus dans le résultat de la période.

L'impôt exigible est déterminé sur la base du résultat fiscal de la période, qui peut différer du résultat comptable à la suite des réintégrations et déductions de certains produits et charges selon les dispositions fiscales en vigueur, et en retenant le taux voté ou quasi voté à la date de clôture de la période.

Des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs et leurs valeurs fiscales, selon la méthode du report variable. Les taux utilisés sont les taux dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les montants ainsi déterminés ne sont pas actualisés.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à la clôture de chaque exercice et réévaluée ou réduite le cas échéant pour tenir compte des perspectives de bénéfice imposable permettant l'utilisation des actifs d'impôts différés.

La Contribution Economique Territoriale (CET), introduite par la Loi de Finances 2010 et réformant la Taxe professionnelle (TP), est composée de deux éléments : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe a considéré que ces deux taxes étaient des charges opérationnelles comme l'était auparavant la taxe professionnelle et non des charges d'impôts.

4.13 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre d'actions en circulation de la période et de la période précédente présentée est calculé hors action d'autocontrôle. Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe ajusté des effets des éventuels instruments dilutifs par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice, ajusté, le cas échéant, de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives.

5. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'utiliser et d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans les états financiers. Le Groupe révisé ses estimations régulièrement mais il est possible que les montants effectifs se révèlent ultérieurement différents des estimations et hypothèses retenues.

Les principales estimations et appréciations retenues sont inhérentes à :

- La détermination des provisions à long et court terme, compte tenu des aléas susceptibles d'affecter l'occurrence et les coûts des événements constituant le sous jacent de la provision ;
- La répartition des montants courants et non courants relatifs aux produits fiscaux différés (crédit d'impôt recherche). Cette répartition tient compte d'une reprise sur 3 ans avec une partie courante correspondante donc au 1/3 du montant global. La reprise effective en résultat pourrait être légèrement différente mais n'aurait aucun impact sur le montant global constaté.

6. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation retenu aux différentes périodes présentées est le suivant :

Société	Siège	% de contrôle		Méthode de consolidation
		06.2012	12.2011	
StreamWIDE SA	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	-	-	Société mère
StreamWIDE ROMANIA	Str. Fagaras, NR 25, Eta. 1 Sector 1 BUCURESTI	100	100	I.G.
StreamWIDE INC.	9 Polito Avenue Lyndhurst, NEW JERSEY 07017	100	100	I.G.
BEIJING STREAMWIDE TECHNOLOGY	1008, Cultural Plaza 10F.59 Zhong Guan Cun Street Hai Dian District BEIJING 100872	100	100	I.G.
StreamWIDE France SAS	84 rue d'Hauteville 75010 PARIS	100	100	I.G.

StreamWIDE Romania a été créée en janvier 2006. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société est un centre de Recherche et de Développement exclusivement au profit du Groupe.

StreamWIDE Inc a été créée en juillet 2007. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Amérique (Nord et Sud). Elle participe également aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

Beijing StreamWIDE Technology a été créée en septembre 2007. La société StreamWIDE en assure le contrôle à 100% depuis sa création. Cette société a une vocation commerciale pour la zone Asie et elle participe de façon significative aux activités de Recherche et Développement du Groupe.

StreamWIDE France SAS a été créée le 29 juin 2011. La société StreamWIDE SA en assure le contrôle à 100%. Cette société a bénéficié d'un apport partiel d'actif effectué par StreamWIDE SA concernant ses activités d'édition de logiciels applicatifs et de commercialisation en France et en Europe.

7. Notes sur le compte de résultat consolidé

7.1 Chiffre d'affaires

En K€	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11	Variation
Licences	2 472	3 160	7 274	-688
Maintenance	1 321	1 138	2 351	183
Prestations de services	749	655	1 039	94
Ventes Tiers	964	349	796	615
TOTAL CA	5 506	5 302	11 460	204
Autres produits		9	9	-9
Subventions		2	3	-2
Produits des activités ordinaires	0	11	12	-11

Le chiffre d'affaires du Groupe augmente de 0,2 M€ au premier semestre 2012. Ce dernier est marqué par une diminution des ventes de licences, suite à des retards opérationnels de mise en production de certaines plateformes significatives, constatés chez certains clients au 30 juin 2012, et indépendants du Groupe. Cette diminution est plus que compensée par la progression des revenus de maintenance et de ventes tierces, ces dernières générant une marge moindre que les revenus de licences.

7.2 Charges de personnel

En K€	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11	Variation
Salaires et traitements	1 842	1 466	3 025	376
Charges sociales	674	552	1 105	122
Avantages du personnel				0
TOTAL Charges de Personnel	2 516	2 018	4 130	498

En ETP	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11	Variation
Cadres	122	114	118	8
Non Cadres		3	2	-3
TOTAL Effectif	122	117	120	5

Les coûts de certains salariés directement concernés et rattachés aux projets de développement sont activés au 30 juin 2012, au même titre que sur les périodes antérieures.

Le montant immobilisé au 30 juin 2012 représente 1,3 M€, contre 1,3 M€ au 30 juin 2011 (et 2,6 M€ au 31 décembre 2011). Ces montants diminuent donc d'autant les charges de personnel "nettes" telles qu'elles apparaissent dans le compte de résultat consolidé annuel.

Les charges de personnel, retraitées de l'impact présenté ci-dessus, progressent sur la période de 0,5 M€. Cette augmentation provient essentiellement d'un effet "volume" (+0,3 M€ essentiellement dû aux embauches réalisées en Chine, en Roumanie et aux USA dans une moindre mesure), d'un effet "prix" (augmentation du salaire moyen notamment en Chine et aux USA) et d'un impact de change négatif pour 0,1 M€ (USA et Chine).

Les principales embauches "nettes" ont eu lieu en Roumanie (+ 4 personnes), aux USA (+4 personnes) en Chine (+ 2 personnes). Au 30 juin 2012, les effectifs français augmentent de 3 personnes en équivalent temps plein comparativement au 30 juin 2011, mais les effectifs seront moindres en 2012 qu'en 2011, car de nombreux départs ont eu lieu sur le second semestre 2011. Les effectifs français sont donc en légère diminution en 2012 et la masse salariale, aussi bien au niveau français qu'étranger, reste maîtrisée par le Groupe. Son évolution ne suit que celle anticipée des revenus et de l'activité.

7.3 Autres charges externes

En K€	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11	Variation
Achats de marchandises	662	255	747	407
Variations de stock	-8	0	0	-8
TOTAL ACHATS ET VAR. STOCKS	654	255	747	399
Achats études et prestations de services	55	76	124	-21
Achats non stockés de marchandises	54	13	48	41
Sous traitance	233	161	323	72
Locations et charges locatives	269	257	518	12
Entretiens, réparations et maintenance	17	22	38	-5
Assurances	37	29	53	8
Commissions et honoraires	190	204	496	-14
Publicités, exposition et insertions	188	123	192	65
Transports, déplacements et missions	275	312	649	-37
Affranchissements et télécoms	96	80	176	16
Redevances	13	9	25	4
Autres	99	80	151	19
TOTAL CHARGES EXTERNES	1 526	1 366	2 793	160

Les achats tiers augmentent de 0,4 Me sur la période. Ces achats correspondent notamment sur le premier semestre 2012 à des licences de logiciels tiers acquises dans le cadre d'un contrat important avec un client français du Groupe. Ces achats-ventes sont réalisées avec une marge moindre que les ventes de licences, ce qui explique, en partie, la diminution conjoncturelle des résultats semestriels du Groupe.

Les autres charges externes augmentent de 160 K€ sur le semestre suite notamment :

- à des frais de sous-traitance spécifiques : frais récurrents de sous-traitance informatique (licences informatiques acquises auprès de tiers) dans le cadre de la mise en production de nouvelles plateformes ;
- aux frais de publicité, expositions et insertions, suite notamment à la présence du Groupe dans de nouveaux salons professionnels en Amérique, Moyen Orient et Europe centrale ;

Outre les charges directement liées au développement de l'activité , les autres dépenses restent stables, ce qui démontre la capacité du Groupe à maîtriser correctement ces coûts dans un contexte de croissance importante de l'activité, des commandes et des revenus futurs.

7.4 Autres produits d'exploitation et autres charges opérationnelles

Les autres produits d'exploitation (270 K€ au 30 juin 2012) correspondent à la comptabilisation en résultat d'une partie des crédits d'impôt recherche. Ces derniers sont comptabilisés dans leur totalité en produits différés au cours de l'exercice auquel ils se rattachent. Ils sont ensuite repris en résultat dès lors que les projets sous jacents, qu'ils permettent de financer, sont amortis. Le montant des reprises correspond à la quote part des crédits d'impôt recherche affectée aux projets amortis sur la période. La reprise en résultat se fait au même rythme et dans les mêmes proportions relatives que les amortissements constatés sur les différents projets concernés.

La progression des autres produits (et donc des reprises en résultat des crédits d'impôts recherche) s'analyse en parallèle de celle des amortissements des frais de développement, passant de 0,3 M€ au premier semestre 2011 à 0,8 M€ au premier semestre 2012 (confère note 8.1 Immobilisations Incorporables)

Les autres charges opérationnelles (234 K€ au 30 juin 2012) correspondent à des coûts salariaux non récurrents suite à certains départs ayant eu lieu au premier semestre 2012 (146 K€) principalement aux USA et en Chine, et à divers honoraires juridiques liés non récurrents (88 K€). Ces coûts sont présentés en « autres charges opérationnelles » car ils sont suffisamment significatifs au regard des résultats du Groupe, et suffisamment spécifiques par rapport aux cycles opérationnels du Groupe pour en être isolés.

7.5 Eléments financiers et exposition aux risques

En K€	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11	Variation
Produits sur placements de trésorerie	17	13	36	4
Coût financier brut	-11			
Coût financier net (produits nets)	6	13	36	-10
Gains de change	168	8	149	160
Pertes de change	-38	-199	-71	161
Produits nets de cessions d'actifs				0
TOTAL IMPACT FINANCIER	136	-178	114	314

Les produits sur placement de trésorerie correspondent aux intérêts financiers reçus ou à recevoir générés sur les comptes à terme souscrits par le Groupe, exclusivement au niveau de la maison mère française. Ils augmentent sur la période suite à une gestion plus efficace des surplus de trésorerie courante (confère note 8.6 "Trésorerie et équivalents de trésorerie").

Les gains et pertes de change sont de deux natures distinctes : conversion de certains actifs / passifs en monnaies étrangères et résultat de change réalisé sur les transactions en monnaie étrangère (essentiellement US Dollar), enregistrées notamment par les sociétés françaises.

L'évolution du taux de change USD/€ sur la période a permis de générer un impact positif plus important qu'au premier semestre 2011. Pour mémoire, au 30 juin 2012, le Groupe n'utilise pas d'instruments de couverture dans la mesure où les flux entrants / sortants en dollars américains sont quasi équilibrés sur la période.

Risque de change

Le groupe StreamWIDE exerce ses activités en France et à l'international et peut donc être conduit à effectuer des transactions dans diverses devises étrangères. Cependant, les flux les plus significatifs à date restent en euros, dans la mesure où la société mère et sa filiale française concentrent encore la majorité des transactions. Les autres devises utilisées au sein du Groupe (USD américain, CNY chinois et RON Roumain) résultent essentiellement de l'activité des filiales situées hors zone euro, et concernent pour la Chine et la Roumanie des transactions intra groupe. Par ailleurs, les éléments financiers relatifs à ces filiales ne sont pas significatifs au regard des montants constatés au niveau du Groupe dans son ensemble. Concernant le dollar américain, les flux entrants (facturation en dollars US de certains clients) pourraient, dans les prochains mois, devenir plus importants que les flux sortants (coûts de fonctionnement de la filiale américaine).

Le Groupe n'a pas encore mis en place d'instruments dérivés de couverture de change. Dès lors que les flux nets deviendront plus significatifs et que l'impact de change pourrait être potentiellement important, des instruments de couverture simples du type change à terme pourraient être souscrits par le Groupe pour se prémunir d'un risque de change impactant.

A date, les moyens mis en œuvre pour gérer le risque de change correspondent principalement à une surveillance régulière des cours de change ainsi qu'à une analyse des risques par la direction financière et générale.

L'exposition aux autres risques financiers (crédit, liquidité et taux) est présentée dans les notes sur l'état de la situation financière (8.5 "Stocks et actifs courants", 8.6 "Trésorerie et équivalent de trésorerie" et 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

7.6 Charge d'impôts

La charge d'impôts est de (58) K€ au 30 juin 2012 (produit fiscal) et se décompose comme suit :

En K€	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11	Variation
Impôts exigibles	21	58	112	-37
Impôts différés	-79	413	707	-492
Total charge d'impôts	-58	471	819	-529

Les variations et impacts liés aux impôts différés sont présentées dans la note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés".

Suite à l'apport partiel d'actifs intervenu au 1^{er} juillet 2011, les sociétés StreamWIDE SA (société mère) et StreamWIDE France (filiale détenue à 100%) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale. La société StreamWIDE SA est la société tête du groupe fiscal.

La preuve d'impôt s'établit comme suit aux 30 juin 2012 :

En K€	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11
Résultat opérationnel	-187	1 261	2 539
Coût de l'endettement financier net	6	13	36
Autres produits et charges financiers	130	-191	78
<i>Taux d'impôt théorique</i>	33,33%	33,33%	33,33%
Impôt théorique	-17	361	884
Impôt courant	21	58	112
Impôt différé	-79	413	707
Impôt réel	-58	471	819
<i>Taux d'impôt réel</i>	<i>na</i>	43,49%	30,87%
Ecart sur taux	na	10,16%	-2,46%
Ecart sur impôt	-41	110	-65
<hr/>			
<i>Détail</i>			
Déficits imputés dans l'exercice		52	
Déficits créés dans l'exercice	12		-36
Retenues à la source et autres crédits d'impôts	21	53	-3
Différences permanentes et autres éléments	-74	5	-26
	-41	110	-65

Certaines retenues à la source ne peuvent pas être récupérées ni imputées exhaustivement de part la situation fiscale nette, notamment au niveau de la société française StreamWIDE France.

Au 30 juin 2012, l'intégration fiscale a pour impact une économie d'impôt de 62 K€, comptabilisée par StreamWIDE SA. Le solde des reports déficitaires propres à la société StreamWIDE SA (avant intégration fiscale) est de 1,45 M€ au 30 juin 2012. Le report déficitaire créé post intégration fiscale est, quant à lui, de 0,5 M€, ce qui porte l'ensemble des reports déficitaires à 1,95 M€ au 30 juin 2012.

7.7 Résultat par action

Le calcul du résultat par action a été effectué sur la base du Résultat Net Part du Groupe de la période et :

- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période (résultat de base par action)
- d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation sur la même période, ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentielles dilutives (résultat dilué par action).

Les calculs du nombre moyen pondéré d'actions et de nombre moyen dilué d'actions ordinaires sont les suivants :

Au 31 DECEMBRE 2011	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires S1 2011				1 332 884
30.06.2011	2 674 085	-4 883	2 669 202	444 761
31.07.2011		-638	2 668 564	444 445
31.08.2011		-1 893	2 666 671	444 418
30.09.2011		-166	2 666 505	444 143
31.10.2011		-1 650	2 664 855	444 293
30.11.2011		905	2 665 760	444 656
31.12.2011		2 175	2 667 935	0
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 666 715
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 666 715
Au 30 JUIN 2012	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation	Nombre pondéré d'actions
Nombre pondéré d'actions ordinaires 2011	2 674 085	-6 150	2 667 935	444 453
31.01.2012		-451	2 667 484	444 641
28.02.2012		361	2 667 845	444 678
31.03.2012		221	2 668 066	444 515
30.04.2012		-975	2 667 091	444 524
31.05.2012		55	2 667 146	444 726
30.06.2012		1 207	2 668 353	
Nombre pondéré d'actions ordinaires				2 667 536
Effet dilutif du plan d'attribution de bspce				
Nombre moyen dilué d'actions ordinaires				2 667 536

Aux 30 juin 2012, 30 juin 2011 et 31 décembre 2011, les résultats de base et dilué par action sont les suivants :

En K€	30-juin-12	30-juin-11	31-déc-11	Variation
Résultat Net Part du Groupe	7	612	1 834	-605
Effet net d'impôt des actions dilutives				
Résultat net Part du Groupe	7	612	1 834	-605
<i>Nombre moyen pondéré d'actions</i>	<i>2 667 536</i>	<i>2 659 020</i>	<i>2 666 715</i>	<i>1 767</i>
Effet des actions ordinaires dilutives				
<i>Nombre moyen dilué d'actions</i>	<i>2 667 536</i>	<i>2 659 020</i>	<i>2 666 715</i>	<i>1 767</i>
Résultat de base par action (en €)	0,003	0,23	0,69	-0,23
Résultat dilué par action (en €)	0,003	0,23	0,69	-0,23

8. Notes sur l'état de la situation financière

8.1 Immobilisations incorporelles

En K€	31-déc-11	Acquisitions Dotations	Cessions Reprise	30-juin-12
Frais de développement	7 244	1 288		8 532
Concessions, brevets et licences	187	58		245
Autres immobilisations incorporelles	9			9
Valeurs brutes	7 440	1 346	0	8 786
Frais de développement	-1 373	-798		-2 171
Concessions, brevets et licences	-108	-13		-121
Autres immobilisations incorporelles	-4	-1		-5
Amortissements	-1 485	-812	0	-2 297
Valeurs nettes	5 955	534	0	6 489

Le Groupe utilise des moyens et des outils performants de gestion lui permettant d'isoler et de valoriser de façon fiable ses différents projets de développement. Les frais de développement sont donc immobilisés, conformément à IAS 38 depuis l'exercice 2009. Les montants activés au premier semestre sont de 1,3 M€ contre 1,3 M€ au premier semestre 2011 et 2,6 M€ en 2011. Leur stabilité provient essentiellement du fait qu'ils sont constitués essentiellement de frais de personnel et que leur gestion par le Groupe est rigoureuse.

Les montants ainsi activés au titre des différentes périodes présentées sont les suivants :

En K€	30-juin-12	31-déc-11	30-juin-11
Frais de développement activés	1 288	2 593	1 347
Amortissements de la période	-798	-943	-306
Frais de développement cumulés	8 532	7 244	5 998
Amortissements cumulés	-2 171	-1 373	-736
Valeur nette	6 361	5 871	5 262

Les frais de développement se rattachent aux différents logiciels conçus et développés par le Groupe. Ils comprennent principalement le coût salarial des chercheurs et ingénieurs du Groupe dédiés à la conception, au développement et à la réalisation des différents logiciels. L'augmentation des amortissements provient d'un effet mécanique lié au temps puisque de nombreux projets sont à date amortis en "années pleine" ce qui n'était pas le cas auparavant.

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe se composent de licences et de logiciels informatiques acquis.

8.2 Immobilisations corporelles

En K€	31-déc-11	Acquisitions	Cessions	30-juin-12
Installations techniques	44	9		53
Installations générales, matériel, bureau	1 141	103		1 244
Valeurs brutes	1 185	112	0	1 297
Installations techniques	-9	-3		-12
Installations générales, matériel, bureau	-773	-78		-851
Amortissements	-782	-81	0	-863
Valeurs nettes	403	31	0	434

Les immobilisations corporelles se composent essentiellement d'installations générales, de matériel informatique et de mobilier de bureau. Quelques acquisitions de serveurs informatiques et d'installations techniques notamment (déménagement des locaux aux USA dans le même immeuble et création d'une salle serveur) expliquent les variations constatées sur la période.

8.3 Autres actifs financiers

En K€	31-déc-11	Acquisitions	Cessions	30-juin-12
Dépôts de garantie	115	16		131
Autres actifs financiers non courants	128	3		131
Valeurs brutes	243	19	0	262
Amortissements / provisions	0			
Valeurs nettes	243	19	0	262

Les autres actifs financiers comprennent :

- des dépôts de garantie et cautions donnés dans le cadre des divers baux locatifs du Groupe pour les différents immeubles qu'il occupe en France, Roumanie, Chine et Etats Unis, et
- le solde du compte courant lié au contrat de liquidité, mis en place depuis juillet 2009 (128 K€ au 31 décembre 2011 et 131 K€ au 30 juin 2012, suite aux mouvements réalisés au cours du premier semestre 2012 et à la valorisation de clôtures).

8.4 Actifs et passifs d'impôts différés

(En K€)	Déficits fiscaux	Décalage temporaire	Ecritures de consolidation	Total
Valeur nette au 31 décembre 2010	1 211	30	-1 427	-186
Valeur nette au 30 juin 2011	1 112	12	-1 758	-634
Valeur nette au 31 décembre 2011	1 085	57	-2 011	-869
Variations Actif	252	15		267
Variations Passif		-16	-171	-187
Ecart sur taux	19			19
Valeur nette au 30 juin 2012	1 379	56	-2 182	-770
<i>Impôts différés actifs</i>				709
<i>Impôts différés passifs</i>				-1 479

Le montant des actifs d'impôts sur déficits fiscaux (1,4 M€) se décompose comme suit au 30 juin 2012

- sur déficits fiscaux français : 0,7 M€
- sur déficits fiscaux américains 0,7 M€

Concernant la société mère, les reports déficitaires propres (avant intégration fiscale) sont de 1,45 M€ au 30 juin 2012. Le résultat fiscal déficitaire enregistré au premier semestre 2012 (soit 0,5 M€) permet, suite aux perspectives de fin d'année et des exercices futurs, de reconnaître un impôt différé actif sur ces déficits de 0,2 M€. Le montant global des impôts différés actifs sur reports déficitaires français ressort donc à 0,7 M€ au 30 juin 2012 contre 0,5 M€ au 31 décembre 2011.

L'équilibre opérationnel de la filiale américaine (StreamWIDE Inc.) a été atteint fin 2011, malgré un résultat net légèrement négatif, suite notamment à la croissance des revenus et à la maîtrise des coûts de fonctionnement. Les perspectives au titre de l'exercice 2012 étant positives en termes de revenus et de résultats, les prochains bénéfices fiscaux pourront être imputés sur les déficits fiscaux antérieurs (solde de 1,7 M€ au 30 juin 2012). Les impôts différés sous jacents sont donc inscrits en actifs non courants dans la situation financière annuelle (0,7 M€).

Au niveau de la seule société consolidante (StreamWIDE SA), le montant net cumulé de l'activation des frais de développement constatés en charges dans les comptes sociaux s'établit à 6,4 M€ au 30 juin 2012, générant un montant net d'impôts différés passifs de 2,1 M€. Après prise en compte des impôts différés actifs de 0,7 M€ sur déficits fiscaux antérieurs, des impôts différés passif issus des décalages temporaires et des impôts différés passifs sur les autres retraitements divers de consolidation, la position nette (même entité fiscale) est un passif d'impôt différé de 1,5 M€ inscrit en passif non courant dans la situation financière au 30 juin 2012 (confère note 8.10 "Autres passifs courants et non courants").

8.5 Stocks et Actifs courants

En K€	30-juin-12	31-déc-11	Variation
Stocks et encours	8	0	8
Créances clients	6 755	6 375	380
Autres débiteurs	1 686	867	819
Autres actifs fiscaux	1 073	766	307
Total Net	9 522	8 008	1 514

Créances clients

Le détail des créances clients est le suivant aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2011 :

En K€	31-déc-11	Augmentation	Diminution	30-juin-12
Créances clients brutes	6 500	382		6 882
Pertes de valeur	-125	-2		-127
Créances clients nettes	6 375	380	0	6 755

Au 30 juin 2012, le chiffre d'affaires progresse de 0,2 M€. L'augmentation du poste client provient essentiellement d'un effet de saisonnalité car une partie significative du chiffre d'affaires semestriel a été constaté à la fin du second trimestre 2012. De facto, les créances relatives n'ont pas pu être recouvrées à la date de clôture semestrielle. Par ailleurs, de part l'activité du Groupe et la différence qui peut exister entre les jalons de facturations et les périodes auxquelles sont reconnues et se rapportent les revenus, des factures à établir significatives peuvent être constatées en clôture. Ce montant provisionné est représenté par des factures identifiées et relatives à quelques clients seulement.

Cependant, le détail des échéances des créances clients présenté ci-dessous démontre qu'il n'existe pas de risque significatif d'éventuelles pertes de valeur sur ces créances, puisque 97% des créances sont non échues ou avec des échéances inférieures à 3 mois.

Balance Agée au 31 décembre 2011

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 340	6 156	76	108	
Créances douteuses brutes	160				160
Pertes de valeur	-125			-67	-125
Créances clients nettes	6 375	6 156	76	41	35
		97%	1%	1%	1%

Balance Agée au 30 juin 2012

En K€	Total	Non échues	Echues < 3 mois	Echues 3-12 mois	Echues > 12 mois
Créances clients brutes	6 720	5 883	642	195	
Créances douteuses brutes	160				160
Pertes de valeur	-125				-127
Créances clients nettes	6 755	5 883	642	195	33
		87%	10%	3%	0%

Les seules créances échues dont l'échéance est supérieure à 12 mois (160 K€) correspondent à d'anciens clients parfaitement identifiés, pour respectivement 58 K€ et 102 K€. La première créance a été provisionnée à hauteur de 50% car le client a fait l'objet d'une restructuration, les créances ont été déclarées et pourraient donc être récupérées en partie dans les prochains mois. Une perte de valeur équivalente à 100% de la deuxième créance hors taxe a été constatée dès que le Groupe a eu connaissance des difficultés du client concerné.

Les autres créances échues ne présentent pas de risque significatif de défaillance. Les principaux montants constitutifs de ces créances ont été recouvrés dans leur totalité à la date d'arrêté et d'examen des comptes semestriels 2012. Près de 3,5 M€ ont en effet été apurés à fin septembre 2012.

Autres débiteurs

Les "autres débiteurs" comprennent essentiellement des créances fiscales (comptes de TVA pour 979 K€) ainsi que des charges constatées d'avance pour 422 K€. Le solde de 261 K€ est principalement composé d'avances versées (199 K€) à certains fournisseurs dans le cadre de contrats et commandes spécifiques.

La progression importante des créances fiscales (TVA) provient des refacturations intragroupes importantes intervenues entre les sociétés françaises. Les TVA générées ne se neutralisent pas et restent dues par chaque entité. Le corolaire est un impact équivalent au niveau des dettes fiscales (confère note 8.10 Autres passifs courants et non courants)

Autres actifs fiscaux

Les "autres actifs fiscaux" sont principalement les crédits d'impôt recherche non encore remboursés par l'Etat. Au 30 juin 2012, le solde de 1 073 K€ comprend notamment (i) un montant de 706 K€ au titre du CIR 2011 dont le remboursement anticipé a été demandé mais n'a pas encore été effectué au 30 juin 2012 et (ii) un montant de 312 K€ au titre du CIR relatif au premier semestre 2012. A noter également le crédit d'impôt « intéressement » pour 13 K€ ainsi que le crédit d'impôt mécénat pour 39 K€.

Risque de crédit

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets des pertes de valeur éventuelles. De part l'activité du Groupe, les principaux clients sont connus, solvables et ne présentent pas de risques significatif de défaillance. Par ailleurs, des procédures mensuelles ont été établies afin de limiter le risque de non recouvrement et des relances systématiques sont établies à l'attention de clients parfaitement identifiés.

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2011

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 375	6 375		6 375	
Autres débiteurs	867	867		867	
Autres actifs fiscaux	766	766		766	
Equivalent de trésorerie	1 800	1 800	1 800		
Trésorerie	1 022	1 022	1 022		
Total créances nettes	10 830	10 830	2 822	8 008	0

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2012

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Prêts et créances	Dérivés
Créances clients	6 755	6 755		6 755	
Autres débiteurs	1 694	1 694		1 694	
Autres actifs fiscaux	1 073	1 073		1 073	
Equivalent de trésorerie	2 041	2 041	2 041		
Trésorerie	902	902	902		
Total créances nettes	12 465	12 465	2 943	9 522	0

Au cours du premier semestre 2012, les 3 clients les plus contributeurs aux revenus du Groupe ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 1,9 M€, soit près de 34% du chiffre d'affaires semestriel du Groupe (contre 35% du chiffre d'affaires annuel en 2011).

8.6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30-juin-12	31-déc-11	Variation
Placements à terme	2 041	1 800	241
Comptes courants bancaires	902	1 022	-120
Total	2 943	2 822	121

Les placements à terme sont composés exclusivement de comptes à terme souscrits dans deux établissements bancaires (Société Générale et HSBC, pour respectivement 1,4 M€ et 0,6 M€). Ces comptes bénéficient d'une garantie de rendement et l'exposition du Groupe est très faible car ces placements sont totalement liquides.

Les comptes courants bancaires correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe. Fin 2010, un compte courant rémunéré a été ouvert auprès de HSBC, principale banque du Groupe, en complément des comptes courants classiques et des placements à terme. Ce compte est toujours utilisé au 30 juin 2012 et le sera dans les mois prochains pour gérer à très court terme les excédents de trésorerie courante.

Le niveau de trésorerie du Groupe atteint 2,9 M€ au 30 juin 2012, en augmentation de 0,1 M€ par rapport à la clôture annuelle 2011. Cette progression s'explique par :

- (i) des flux nets opérationnels positifs de 0,7 M€ suite à la variation du BFR plus que compensant la baisse du résultat de période,
- (ii) des flux nets d'investissements négatifs à hauteur de 1,5 M€, suite notamment aux investissements récurrents et stables effectués en Recherche et Développement (masse salariale dédiée aux projets de R&D),
- (iii) la souscription, en février 2012, d'un emprunt bancaire de 0,9 M€ sur 5 ans auprès de HSBC au taux fixe de 3,5% par an.

Risque sur actions et autres placements

A ce jour, la politique du Groupe est de rémunérer ses excédents de trésorerie avec une prise minimale de risque. Au 30 juin 2012, des comptes à terme à rendement garanti sont utilisés à hauteur de 2,0 M€, ainsi qu'un compte courant rémunéré à hauteur de 0,01 M€.

8.7 Capitaux propres

En K€	30-juin-12	31-déc-11	Variation
Capital social	267	267	0
Prime d'émission	5 285	5 285	0
Réserve légale	27	27	0
Résultats non distribués	4 797	5 359	-562
Autres mouvements	-50	-53	3
Total	10 326	10 885	-559

Le capital social de la société mère StreamWIDE SA est composé de 2 674 085 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,1 € chacune. Aucune modification n'est intervenue au premier semestre 2012.

Les montants en "*autres mouvements*" correspondent à la valorisation au cours de transaction des actions de la société auto détenues dans le cadre du contrat de liquidité, mis en place en juillet 2009, conformément à la charte de déontologie de l'AFEI et souscrit auprès de la société Arkeon Finance.

Au 30 juin 2012, le contrat est investi à hauteur de 5.732 actions de la société contre 6.150 au 31 décembre 2011, et présente un solde de liquidité de 131 K€ (confère note 8.3) contre 128 K€ au 31 décembre 2011. Au cours du premier semestre 2012, le nombre d'actions acquises dans le cadre du contrat s'est élevé à 2 653 actions (au cours moyen de 9,06 €), et le nombre d'actions cédées à 3 071 (au cours moyen de 9,27 € pour un prix de revient moyen de 8,84 €). La plus value ainsi réalisée, inscrite en réserves consolidées, est de 1,3 K€.

Titres auto détenus

	31-déc-11	Acquisitions	Cessions	30-juin-12
En nombre d'actions	6 150	2 653	-3 071	5 732
En montants (€uro)	53 110	24 033	-27 155	49 988

La prime d'émission (5.285 K€) correspond à l'excédent du prix d'émission sur la valeur nominale des actions attribuées aux bénéficiaires lors de l'introduction en bourse du Groupe en novembre 2007.

Les résultats non distribués correspondent aux résultats consolidés cumulés après prise en compte des dividendes (535 K€), conformément aux résolutions adoptées par l'assemblée générale annuelle du 22 juin 2012 et mis en paiement le 8 juillet 2012. En ajoutant les réserves légales (27 K€) aux résultats non distribués (4.797 K€), le montant obtenu (4.824 K€) correspond bien aux montants indiqués dans le tableau de variation des capitaux propres, sous les rubriques "réserves et résultats consolidés" (4.928 K€), "gains et pertes directement en capitaux propres" (-96 K€) et "autres mouvements" (-8 K€).

8.8 Passifs financiers courants et non courants

Passifs financiers non courants (en K€)	30-juin-12	31-déc-11	Variations
Emprunts bancaires	690	0	690
Total	690	0	690
Passifs financiers courants (en K€)	30-juin-12	31-déc-11	Variations
Emprunts bancaires	173	1	172
Total	173	1	172

Le 28 février 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire auprès de la banque HSBC d'un montant de 900 K€, sur une durée de 5 ans au taux fixe annuel de 3,5%.

Au 30 juin 2012, le solde de l'emprunt (intérêts et capital restant dus) est de 863 K€. La partie non courante (690 K€) correspond à la part moyen terme de l'emprunt (échéances supérieures à 12 mois) et la partie courante (169 K€) correspond, quant à elle, aux échéances court terme, inférieures à 12 mois.

Cet emprunt devrait être remboursé, totalement ou partiellement avant son terme. Il est assorti de ratios financiers à respecter, qui se résument comme suit (confère note 9.2 Engagements hors bilan) :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Ces ratios sont calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe. Pour information, au 30 juin 2012, ils sont tous respectés, en tenant compte d'une capacité d'autofinancement retraitée sur 12 mois.

8.9 Provisions

Provisions Non Courantes (en K€)	30-juin-12	31-déc-11	Variations
Avantages du personnel	51	44	7
Total Provisions	51	44	7
Provisions Courantes (en K€)	30-juin-12	31-déc-11	Variations
Litiges sociaux	15	55	-40
Total Provisions	15	55	-40

Les variations des provisions constatées au cours des périodes présentées se détaillent comme suit, par nature de provisions :

En K€	PIDR	Litiges
Au 31 décembre 2011	44	55
Dotations	7	
Utilisations		40
Reprises sans objet		
Au 30 juin 2012	51	15

Les provisions pour litiges sociaux concernent une procédure en cours (15 K€). Les échéances et les montants provisionnés sont appréhendés en fonction du degré d'avancement des procédures et des risques estimés.

Les avantages du personnel concernent exclusivement les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite des salariés.

Avantages du personnel

Les principaux régimes post emploi concernent les indemnités de fin de carrière versées lors du départ à la retraite du salarié. Les droits au titre de ce régime sont définis par la Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs-Conseils, Sociétés de Conseil (Syntec). Les principales hypothèses actuarielles retenues par le Groupe pour évaluer la valeur totale des engagements sont les suivantes :

(en K€)	30-juin-12	31-déc-11
Taux d'actualisation	4,00%	4,00%
Taux de turn over moyen	8,60%	8,60%
Taux de revalorisation des salaires	3,00%	3,00%

A noter qu'au 30 juin 2012, les taux de turn over moyens utilisés restent très faibles (10,9% et 6,3% pour respectivement des âges de 30 et 40 ans, correspondant à la majorité des tranches d'âge moyen de l'effectif actuel du Groupe) mais correspondent cependant aux hypothèses hautes à retenir dans le calcul actuariel de l'engagement.

Les autres hypothèses retenues concernent le type de départ en retraite (à l'initiative du salarié), l'âge de départ à la retraite (67 ans), le taux de charges sociales patronales (45%) et la table de mortalité (INSEE 2009).

La variation de la provision pour indemnités de fin de carrière à verser est la suivante sur les périodes présentées :

En K€	PIDR
Au 31 décembre 2011	44
Coûts des services rendus	5
Coût de l'actualisation	1
Gains et pertes actuariels	1
Au 30 juin 2012	51

La variation de l'engagement au cours du premier semestre 2012 s'élève donc à 7 K€. Cet impact est comptabilisé dans le résultat opérationnel du Groupe au sein des charges de personnel.

Le coût de l'actualisation est conservé en résultat opérationnel (et n'est donc pas isolé dans les charges / produits financiers) car il est considéré comme non significatif.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

Autres avantages du personnel

Lors de l'introduction en Bourse de la société sur le marché NyseAlternext en novembre 2007, un plan d'attribution de Bons de Souscription de Parts de Créateur d'Entreprise (BSPCE) avait été émis au profit de 25 salariés nominativement identifiés. Aucune nouvelle action n'a été souscrite dans le cadre de ce programme, qui est arrivé à échéance fin 2010.

Aucun autre programme de cette nature n'a été mis en place depuis l'introduction en bourse.

8.10 Autres passifs courants et non courants

(en K€)	30-juin-12	31-déc-11	Variations
Produits fiscaux différés non courants	1 304	1 200	104
Produits fiscaux différés courants	614	600	14
Passifs d'impôts différés	1 479	1 481	-2
Fournisseurs et autres créditeurs	1 968	1 257	711
Dettes sociales	923	730	193
Dettes fiscales	1 146	700	446
Produits constatés d'avance	1 670	1 090	580
Total autres passifs	9 104	7 058	2 046

La juste valeur des dettes fournisseurs et autres créditeurs est équivalente à leur valeur comptable compte tenu des échéances à court terme de ces dettes.

Par ailleurs, la valeur des montants versés et encaissés en contrepartie des produits différés et constatés d'avance correspond aux valeurs des passifs constatés.

Les produits fiscaux différés, courants et non courants, correspondent aux crédits d'impôt recherche considérés par le Groupe comme des produits différés, repris en résultat au même rythme que les amortissements constatés sur les actifs immobilisés. La règle d'amortissement retenue par le Groupe depuis 2009 est un amortissement linéaire sur 3 ou 5 ans des différents projets logiciels, dès leur mise en service. Les produits différés fiscaux courants correspondent donc à 1/3 du montant global des crédits d'impôt recherche (avec une reprise en résultat à horizon des 12 prochains mois), et les non courants à 2/3 (avec une reprise en résultat à horizon des 12/36 prochains mois).

Le montant global et cumulé des crédits d'impôt recherche différés au 30 juin 2012 est de 1.842 K€ et correspond aux crédits d'impôt recherche suivants :

- au titre de l'exercice 2009 :	79 K€
- au titre de l'exercice 2010 :	745 K€
- au titre de l'exercice 2011 :	706 K€
- au titre du premier semestre 2012 :	312 K€

A noter que le crédit d'impôt recherche total au titre de 2009 était de 792 K€ (montant remboursé en 2010). Le solde de 79 K€ tient compte des reprises en résultat déjà effectuées (150 K€ en 2010, 294 K€ en 2011 et 270 K€ au 30 juin 2012) suite aux amortissements constatés sur différents projets au cours des exercices 2010, 2011 et 2012 (confère note 7.4 "Autres produits d'exploitation").

Les passifs d'impôts différés, considérés comme non courants, ressortent à 1.479 K€ au 30 juin 2012 (confère note 8.4 "Actifs et passifs d'impôts différés").

L'augmentation des *fournisseurs et autres créditeurs* s'explique essentiellement par une dette non récurrente et spécifique, envers un fournisseur de licences tiers (vendues dans le cadre d'un projet important avec un client français) et réglée en juillet 2012. Par ailleurs, les dividendes 2011 (montant global de 0,5 M€) sont provisionnés au 30 juin 2012 et ont été payés en juillet 2012.

Les dettes sociales concernent principalement les cotisations envers les différents organismes sociaux, dues au titre du second trimestre 2012, et ont été réglées en juillet 2012.

Les dettes fiscales se composent essentiellement des comptes de TVA. Leur progression s'explique par des écritures intragroupes entre les entités françaises, plus importantes au premier semestre 2012 qu'en 2011. Ces écritures génèrent des dettes de TVA qui restent dues par chaque entité. Le corolaire est une augmentation similaire des créances fiscales (confère note 8.5 Stocks et actifs courants)

Les produits constatés d'avance proviennent essentiellement du cycle opérationnel du Groupe. Les décalages existants entre les jalons de facturation de certains contrats et les prestations sous jacentes impliquent des écritures de régularisation en clôture de période et/ou d'exercice. Leur évolution n'est donc pas forcément corrélée à celle du chiffre d'affaires global. Elle s'explique uniquement par la nature et la facturation de certaines commandes.

Risque de taux

Au 30 juin 2012, le Groupe a contracté un emprunt bancaire de 900 K€ auprès de la banque HSBC, pour une durée de 5 ans au taux annuel fixe de 3,5%. De part la caractéristique fixe du taux d'intérêt annuel, le Groupe n'est soumis à aucun risque de taux spécifique.

Risque de liquidité

Au 30 juin 2012, le Groupe dispose d'une solide situation de trésorerie lui permettant de couvrir le cycle de financement de l'activité.

Le risque de liquidité s'analyse comme le risque que le Groupe encourt s'il n'est pas en mesure d'honorer ses dettes à leur date d'échéance. Afin de gérer ce risque de trésorerie, le Groupe a mis en place un suivi mensuel de sa trésorerie et une gestion prévisionnelle de ses besoins de financement, afin de contrôler son entière capacité à honorer ses passifs exigibles.

L'exposition maximale au risque de liquidité aux 30 juin 2012 et 31 décembre 2011 est la suivante :

Décomposition du risque de crédit au 31 décembre 2011

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créd.	1 257	1 257		1 257	
Dettes fiscales et sociales	1 430	1 430		1 430	
Produits différés CT/MT	4 371	4 371		4 371	
Total	7 058	7 058	0	7 058	0

Décomposition du risque de crédit au 30 juin 2012

En K€	Valeur nette	Juste Valeur	JV par résultat	Dettes au coût amorti	Dérivés
Fournisseurs et autres créd.	1 968	1 968		1 968	
Dettes fiscales et sociales	2 069	2 069		2 069	
Produits différés CT/MT	5 067	5 067		5 067	
Total	9 104	9 104	0	9 104	0

9. Autres informations

9.1 Informations sectorielles

Le Groupe, spécialisé dans l'édition de logiciels, n'opère ses activités que dans un seul secteur : il conçoit, produit, commercialise et assure la maintenance d'un ensemble de logiciels de services à valeur ajoutées à l'adresse des opérateurs de télécommunications fixes et mobiles du monde entier.

En conséquence, le Groupe ne distingue pas, dans son reporting financier et dans son mode d'organisation interne, de secteurs d'activité. Les prestations de services et la maintenance ne pouvant être séparés et analysés en dehors de la vente de logiciels, elles font partie intégrante du secteur unique dans lequel le Groupe intervient et réalise ses ventes.

Le Groupe distingue cependant plusieurs zones géographiques, eu égard à son organisation interne (notamment au niveau du service commercial) et à son analyse des différents marchés locaux qu'il adresse. Outre une distinction France / Export que le Groupe utilise dans sa communication relative au chiffre d'affaires, différentes zones géographiques, plus fines et plus précises, peuvent être retenues au niveau du chiffre d'affaires. Les données relatives aux premiers semestres 2012 et 2011, ainsi qu'à l'exercice 2011 sont présentées ci-dessous.

(en K€)	30-juin-12	30-juin-11	Variations
CA France	2 226	2 513	-287
CA Export	3 280	2 789	491
<i>dont Europe</i>	748	415	333
<i>dont Amériques</i>	787	523	264
<i>dont Afrique</i>	806	799	7
<i>dont Moyen Orient</i>	627	102	525
<i>dont Russie</i>	41	41	41
<i>dont Asie - Pacifique</i>	271	950	-679
TOTAL CA	5 506	5 302	204

Le chiffre d'affaires "France" diminue légèrement sur la période (-0,3 M€), dans un marché plus mature que les différents marchés émergents adressés par ailleurs. Pour mémoire, au 30 juin 2011, des revenus significatifs de licences avaient été enregistrés (1,4 M€) et ne sont pas, par nature, récurrents au 30 juin 2012.

Le chiffre d'affaires "export" progresse quant à lui de 0,5 M€. Cette progression provient de plusieurs facteurs :

- (i) progression des revenus en Europe, notamment en Angleterre, où une augmentation des bases installées chez certains clients a été constatée au premier semestre 2012, impliquant ainsi des ventes de licences complémentaires ;
- (ii) progression des revenus aux USA suite à un portefeuille clients en augmentation mois après mois, dont les effets significatifs devraient apparaître au second semestre de l'exercice 2012 ;
- (iii) très forte augmentation des revenus de la zone EMEA (Moyen Orient, Afrique) suite à 4 nouveaux marchés importants, aussi bien en termes de clients adressés que de solutions vendues ;

- (iv) diminution conjoncturelle des revenus chinois, après une année 2011 marquée par de très nombreuses commandes.

Concernant les actifs, passifs, amortissements, investissements et résultats opérationnels par secteurs géographiques, ces derniers ne sont pas présentés dans la présente note car cette information n'est pas pertinente pour la compréhension de l'activité du Groupe.

9.2 Engagements hors bilan

Au cours du premier semestre 2012, le Groupe a souscrit un emprunt bancaire de 900 K€ auprès de la banque HSBC, d'une durée de 5 ans et au taux fixe annuel de 3,5% (confère note 8.8 Passifs financiers courants et non courants). Cet emprunt s'assortit de clauses et de ratios financiers à respecter (covenants), calculés sur les données consolidées annuelles du Groupe :

- fonds propres consolidés > 40% du total bilan
- dettes moyen – long terme < 60% des fonds propres
- dettes moyen – long terme < 2 * capacité d'autofinancement avant impôts société

Pour information, ces ratios sont tous respectés au 30 juin 2012, en retraitant annuellement la capacité d'autofinancement avant impôts société.

Part ailleurs, des conditions de détention du capital et des droits de vote accompagnent également ces ratios financiers :

- détention de 34% minimum du capital social ou des droits de vote par, conjointement, Messieurs Pascal Béglin (Pdg) et Lilian Gaichies (Dgd).

Cette condition est également respectée au 30 juin 2012 (détention cumulée de 72,2% du capital social).

Enfin, des cautions bancaires ont été émises en faveur de deux clients étrangers du Groupe, dans le cadre de garantie de bonne fin. Les montants sont de 15 K€ et de 60 KTND (soit 30 K€ en équivalent euros au 30 juin 2012) pour le premier client et de 7 KJOD (soit 8 K€ en équivalent euros au 30 juin 2012) pour le second. Le développement de l'activité en zones Afriques – Moyen Orient implique la mise en œuvre plus régulière de cautions ou garanties bancaires, limitées dans leur montant et leur durée de validité (120 jours maximum).

9.3 Transactions entre parties liées

Les relations entre la société mère StreamWIDE SA et ses différentes filiales sont des relations classiques entre une société mère et des filiales opérationnelles. Aussi, certains services communs au Groupe (notamment travaux de recherche et développement) et effectués par les filiales sont refacturés à la société mère qui centralise l'ensemble des coûts de développement des différents projets. En contrepartie, la société mère refacture différents services aux filiales, notamment la société française, StreamWIDE France (notamment management fees, locations et royalties). Ces refacturations sont effectuées aux conditions de marché et sont éliminées en consolidation.

Aucune autre relation ou opération significative avec des parties liées au Groupe n'a été recensée au cours des périodes concernées.

9.4 Rémunération des dirigeants

La rémunération brute versée aux mandataires sociaux au titre du premier semestre 2012 s'élève à 126.472 € bruts. Cette rémunération a été versée à hauteur de 92.338 € bruts par StreamWIDE SA et à hauteur de 34.134 € bruts par la filiale américaine StreamWIDE INC.

Au titre de l'exercice 2011, la rémunération brute des mandataires sociaux s'élevait à 213.385 € (rémunération totale incluant les versements de la société française et de la société américaine).

Aucun autre engagement n'a été contracté au profit des mandataires sociaux.

9.5 Evénements importants survenus depuis la date de clôture

Aucun évènement post clôture significatif n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'examen des comptes consolidés semestriels arrêtés au 30 juin 2012.